



93.434

Parlamentarische Initiative**Haering Barbara.****Schwangerschaftsabbruch.****Revision des Strafgesetzbuches****Initiative parlementaire****Haering Barbara.****Interruption de grossesse.****Révision du Code pénal***Fortsetzung – Suite*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.00

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.09.00 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.00 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.03.01 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.03.01 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 23.03.01 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 23.03.01 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Antrag Reimann

Rückweisung an die Kommission

mit dem Auftrag, im Strafgesetzbuch nur jene Elemente zu belassen, die effektiv strafrechtsrelevant sind. Die nicht strafrechtsrelevanten Elemente werden in einem besonderen Erlass geregelt. Eventualiter soll auch die ganze Materie spezialgesetzlich geregelt werden können.

Proposition Reimann

Renvoi à la commission

avec mandat de modifier le projet de telle sorte que ne figurent plus dans le Code pénal que les éléments de nature effectivement pénale, les aspects non pénaux étant réglés au moyen d'un acte distinct. Par ailleurs, une loi ad hoc pourrait à elle seule suffire.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Wir sind bereits auf die Vorlage eingetreten. Herr Marty wird uns aber noch einmal einen kurzen Überblick über das Geschäft geben, weil die Eintretensdebatte doch schon einige Zeit zurückliegt. Vor der Detailberatung werden Sie noch einmal Gelegenheit zu einer allgemeinen Aussprache haben.

Marty Dick (R, TI), pour la commission: Je vous rappelle que notre Conseil a décidé le renvoi à la commission pour examiner des questions qui se réfèrent essentiellement aux deux points suivants:

1. la coordination entre l'initiative parlementaire et l'initiative populaire "pour la mère et l'enfant";
2. la protection de la vie à naître et le rôle de l'Etat dans ce contexte.

Je dois admettre que le renvoi, ainsi que les considérations formulées notamment par M. Schmid Samuel, se sont révélés utiles, car ils ont permis un approfondissement de notre réflexion et la majorité de notre commission est maintenant persuadée que nous pouvons vous soumettre un texte amélioré par rapport à la précédente version. L'Office fédéral de la justice a prêté une assistance technique très précieuse dans l'élaboration du texte. Certes, les positions sont restées fondamentalement les mêmes et les fronts qui s'opposent, identiques. La norme fondamentale de l'article 119 a été adoptée, en commission, par 7 voix contre 6, alors que la votation sur l'ensemble a eu un résultat de 6 voix contre 6, et le président a tranché dans le sens que vous savez.





La coordination entre l'initiative parlementaire et l'initiative populaire a fait l'objet d'un échange de vues entre la commission et Mme Metzler, conseillère fédérale.

Nous avons ainsi appris que le message du Conseil fédéral concernant l'initiative populaire "pour la mère et l'enfant" sera transmis aux Chambres vers la fin du mois d'octobre ou au début du mois de novembre. Nous avons également appris que l'on envisage de proposer le rejet de l'initiative sans y opposer de contre-projet. La commission estime qu'il n'y a aucun motif plausible pour suspendre l'examen de l'initiative parlementaire. Il est vraisemblable que le peuple puisse se prononcer en même temps sur l'initiative populaire et sur l'éventuel référendum contre la révision du Code pénal que nous nous apprêtons à adopter. Dans cette hypothèse, celle-ci deviendrait en quelque sorte un contre-projet indirect à l'initiative populaire.

Comme vous avez pu le constater, la commission a confirmé sa position et la philosophie qui est à la base de la norme pénale qui est restée substantiellement la même, bien que certains aspects soient maintenant affirmés avec plus de clarté, ce qui devrait permettre de dissiper certains malentendus.

J'aimerais tenter de résumer en quelques points succincts les considérations qui ont animé la majorité de la commission et de mettre en exergue les différences qui existent entre la majorité et la minorité, des différences qui ne me paraissent pas si substantielles.

1. C'est une constatation: jamais et nulle part – je dis bien: jamais et nulle part – la répression pénale n'a été à même de vraiment protéger la vie de l'enfant à naître. Le plus souvent, elle n'a fait que favoriser la clandestinité avec toute la misère que cela implique et l'hypocrisie qu'elle engendre.

2. La solution actuelle est unanimement reconnue comme inacceptable et indigne d'un Etat fondé sur le droit. En fait, et on l'oublie souvent, nous avons déjà et depuis longtemps une solution des délais, sans toutefois vouloir l'admettre et sans avoir établi des règles claires et transparentes en ce sens.

3. Toutes les expériences démontrent à quel point il est difficile, voire impossible, de déléguer à un tiers la responsabilité d'une interruption de grossesse; à un tiers ou à des tiers qui soient à même de décider moins arbitrairement que ne pourrait le faire la femme à qui la nature même a confié cette possibilité de donner la vie future. Pour la première phase de la grossesse, nous estimons donc que le fait de confier la responsabilité de l'interruption à la femme directement impliquée est encore la meilleure solution, car par sa clarté et sa transparence elle permet d'établir les meilleures conditions possibles pour la recherche de solutions alternatives praticables et acceptées par la femme.

La femme doit être induite à chercher d'autres solutions, et non pas à s'enfermer dans un corset qui ne peut que favoriser la fuite dans la clandestinité où il n'existe aucune autre issue.

4. La décision que l'on confère à la mère n'est pas un droit dans notre projet, pas un droit dans le sens de "Anspruch". Il s'agit en fait d'une délégation de responsabilité de la part de la société à la femme. Cet aspect est encore plus clairement établi, dans la mesure où une demande écrite est exigée de la part de la femme qui fait valoir une situation de détresse. Une fois encore, nous estimons que la femme est mieux à même de juger cet état de détresse qu'un tiers et qu'une telle délégation de responsabilité crée les meilleures conditions pour un dialogue apte à déboucher sur une solution différente par rapport à celle tout d'abord envisagée.

AB 2000 S 534 / BO 2000 E 534

En affirmant que l'on délègue la décision à la femme qui décidera d'interrompre sa grossesse si elle se trouve en situation de détresse, nous donnons un message et un cadre éthique clairs et sans équivoque.

5. Comme la minorité, la majorité estime que la consultation à disposition de la femme enceinte est très importante. Nous estimons que cette activité de conseil constitue un élément important, aussi et surtout dans l'optique de la protection de l'éventuelle vie à naître. Ce qui nous partage, ce qui partage la majorité et la minorité, aujourd'hui comme hier, c'est la façon de concevoir cette activité de conseil. Nous sommes, nous majorité, fermement convaincus qu'une consultation obligatoire qui, selon la proposition de minorité, devient même condition de non-punissabilité, indépendamment de la façon dont elle a eu lieu ou comment elle a été perçue, deviendrait une simple formalité et perdrait ainsi sa véritable raison d'être. Est-ce que l'on protège vraiment la vie, si on punit de la prison la femme qui interrompt sa grossesse sans passer par un centre de consultation, mais en discutant très longtemps avec son médecin, alors que celle qui passe par un centre tout à fait passivement et sans manifester aucun intérêt ne risque absolument rien, vu qu'elle pourra exhiber un bout de papier qui attestera qu'elle est passée par un centre de consultation agréé? Est-ce vraiment ainsi que l'on protège la vie à naître? Là est toute la différence entre la majorité et la minorité.

Il convient, en effet, de souligner le fait qui me paraît important que les deux, majorité et minorité, proposent en réalité une solution dite des délais pour les premières quatorze semaines et qu'aucune – je dis bien: aucune – solution dite des indications n'a été proposée, en tout cas pour la première phase de la grossesse.



Une telle proposition, c'est-à-dire celle des indications, reste naturellement valable à partir de la quinzième semaine, ce qui ne fait par ailleurs l'objet d'aucune divergence.

6. Comme je l'ai relevé, la majorité donne une grande importance aux conseils dont doit bénéficier la femme qui se trouve confrontée à l'éventualité d'une interruption de grossesse. Nous sommes ainsi persuadés que la personne la mieux placée et la plus qualifiée pour une information complète est bien le médecin auquel s'adresse la femme pour demander une interruption de grossesse. Le devoir d'informer est une obligation élémentaire pour tout médecin qui s'apprête à exécuter un acte médical, de quelque nature soit-il, sur un patient. C'est tout simplement une des règles essentielles de l'éthique médicale, mais nous avons voulu aller encore plus loin. A l'article 119 alinéa 2 – Monsieur le Président, les propositions de majorité et de minorité parlent d'alinéa, probablement s'agit-il de chiffres comme pour la structure actuelle, mais c'est un détail insignifiant –, on établit que "le médecin doit avoir conseillé la femme de façon détaillée". Comme cela pourrait paraître un peu vague et déclamatoire, à l'article 120, on précise bien en quoi consiste cette activité de conseil et d'information et on introduit même la punissabilité du médecin qui pourrait être puni de l'amende ou d'un arrêt jusqu'à trois mois s'il ne s'acquitte pas de son devoir d'information. Le médecin est également punissable s'il omet de s'assurer qu'une femme mineure de moins de seize ans s'est adressée à un centre de consultation pour mineurs.

7. Contrairement à la précédente version, nous ne proposons plus une norme sur ce qu'on pourrait définir comme l'objection de conscience des médecins. L'Office fédéral de la justice nous a clairement démontré qu'une telle norme relève de la compétence des cantons. Nous n'avons donc aucune compétence constitutionnelle d'intervenir dans ce domaine, d'où le projet de motion que nous soumettons, qui ne pourra de toute façon pas être discuté aujourd'hui, vu que le Conseil fédéral n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer.

Je conclus en exprimant le souhait que nous soyons à même aujourd'hui de prendre une décision. Tout le monde est d'accord en jugeant la solution actuellement en vigueur comme inacceptable. Il ne s'agit pas, et il ne peut pas s'agir, de trouver une solution parfaite qui, de par la nature même du problème auquel nous sommes confrontés, ne peut exister. Il n'y a pas de solution parfaite; il existe seulement des solutions praticables, des solutions qui se fondent sur la responsabilité de chacun, et dans ce cas avant tout sur la responsabilité de la femme, une responsabilité qui lui a été confiée avant tout par l'ordre naturel des choses.

Après des décennies de discussion stérile et dogmatique, nous ne pouvons plus nous soustraire aux responsabilités précises qui sont les nôtres.

Je vous prie dès lors de soutenir la proposition de la majorité.

Reimann Maximilian (V, AG): Eines möchte ich ganz klar vorausschicken: Diesen Rückweisungsantrag habe ich keineswegs in der Absicht eingereicht, die Behandlung der Vorlage zu verzögern. Ich kam im Gegenteil mit der ganz klaren Absicht in diese Session, bei dieser Revision des Strafgesetzbuches einer Linie zuzustimmen, wie sie in etwa von der Minderheit Slongo vorgezeichnet worden ist. Je länger ich mich aber mit den Vorschlägen unserer Kommission befasste, umso mehr Zweifel kamen mir in formalrechtlicher Hinsicht. Sind wir als Gesetzgeber nicht aufgerufen, nebst der materiellen Seite eines Gesetzeswerkes auch den formalen Aspekten gebührende Aufmerksamkeit zu schenken? Wie haben wir uns doch in der letzten Legislaturperiode bemüht, dem obersten Gesetz – der Bundesverfassung – mit der Nachführung wieder ein ordentliches Antlitz zu geben. Was nicht mehr verfassungswürdig war, wurde aus dem Gesetzeswerk gekippt und in Spezialgesetze verfrachtet, wo es auch wirklich hingehört.

Auch den Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches haben wir einer gründlichen Revision unterzogen – materiell, aber auch formell. Hier, beim gleichen Strafgesetz, schicken wir uns jedoch an, all unsere guten Vorsätze hinsichtlich gesetzgeberischer Sorgfalt über Bord zu werfen. Ausgelöst durch eine Parlamentarische Initiative ist da ein Wurf entstanden, der wohl noch strafrechtsrelevante Elemente enthält, aber ebenso sehr mit Elementen angereichert ist, die in einem Strafgesetz nichts, aber auch gar nichts zu suchen haben.

Schauen Sie sich die entsprechenden Passagen doch einmal näher an. Beispielsweise Artikel 119 Absatz 4 der Minderheit: Da geht es um die Verweigerung der Mitwirkung an einem straflosen Schwangerschaftsabbruch aus Gewissensgründen.

Was hat das mit dem Strafgesetz zu tun? Oder Absatz 5: "Die Kantone haben die Durchführung von Schwangerschaftsabbrüchen an öffentlichen Spitälern zu gewährleisten." Da ist doch nichts, aber auch gar nichts, strafrechtlich relevant! Oder Artikel 120 Litera b in der Fassung der Mehrheit – da ist die Rede von Adoptionsmöglichkeiten, kostenlosen Beratungsstellen, Hilfsvereinen und anderen Auskunftsstellen: Auch das hat nur sehr, sehr weit entfernt einen Bezug zu Strafe oder Straflosigkeit. Ich frage mich deshalb allen Ernstes, ob wir hier gesetzgeberisch wirklich auf dem richtigen Weg sind.

Weitere nicht strafrechtsrelevante Elemente beim Schwangerschaftsabbruch sind ja bereits in anderen Erlas-



sen geregelt. Ein Beispiel dafür, der Bezug zur Krankenversicherung nämlich, findet sich sogar in der Fahne selber auf Seite 6. Jedenfalls kommen wir zumindest nicht um die Gewissensfrage herum, ob wir hier wirklich sauber legiferieren.

Ich persönlich würde es anders machen – deshalb mein Versuch der Rückweisung an die Kommission; bei diesem Versuch wird es vermutlich bleiben, denn von aussen ist auf unseren Rat sehr, sehr viel Druck erzeugt worden, endlich so oder so zu entscheiden. Rechtfertigt dieser Druck aber die Vollendung eines Werkes, wenn man es in der Tat besser machen könnte, auch wenn uns dies noch etwas Zeit kostet?

Zwei Wege, wie man es formalrechtlich besser machen könnte, habe ich in meinem Rückweisungsantrag aufgezeichnet: Einer bestünde im Erlass eines Spezialgesetzes, das alle nicht strafrechtsrelevanten Elemente rund um den Schwangerschaftsabbruch abdecken würde; der andere,

AB 2000 S 535 / BO 2000 E 535

vielleicht noch bessere, bestünde in der vollständigen Herauslösung der Materie aus dem Strafgesetz – wir kennen ja eine ganze Reihe von Gesetzen, die ebenfalls einen Strafteil enthalten.

Schliesslich noch ein Wort zum Zeitdruck: Ich glaube, der Ernst und die Tragweite der hier zu behandelnden Materie, der Respekt vor dem ungeborenen Leben wie auch die im Raum stehende völlig anders ausgerichtete Volksinitiative "Mutter und Kind" verpflichten uns, auch in formeller Hinsicht nur die beste Lösung anzustreben. Der uns vorliegende Entwurf erfüllt dieses Kriterium meines Erachtens nicht.

Deshalb bitte ich Sie, meinen Rückweisungsantrag zu unterstützen. Können oder wollen Sie das aber nicht tun, bitte ich die Kommission, zumindest in der Differenzbereinigung – zu einer solchen wird es mit grösster Wahrscheinlichkeit kommen – zu versuchen, meinem Anliegen in irgendeiner Form doch noch Rechnung zu tragen.

Slongo Marianne (C, NW): Eine ungewollte Schwangerschaft stellt für jede Frau eine momentane Notsituation dar, in der schnell gehandelt werden muss. In jeder Notsituation bedeutet der Rat einer aussenstehenden Person viel. Für die ungewollt Schwangere, die sich in einer realen Stresssituation befindet, ist die Beratung durch eine ausgewiesene Fachperson äusserst hilfreich. Nicht selten bietet sich im eigenen familiären Umfeld keine Gelegenheit, über das weitere Vorgehen zu sprechen. Die betroffene Frau oder das betroffene Paar ist und bleibt mit allen Fragen allein. Ohne fachkundige Unterstützung besteht die Gefahr einer überstürzten Entscheidung für die Abtreibung.

Ich stehe überzeugt für ein Modell ein, das eine obligatorische Beratungspflicht vorsieht. Warum? Folgende Gründe sprechen meines Erachtens zwingend dafür: Ein obligatorisches Gespräch mit einer anderen Person führt der betroffenen Frau eine Sicht von aussen vor Augen. Von einer Fachperson können Aspekte, Perspektiven und Möglichkeiten aufgezeigt werden, an welche die Schwangere in der momentanen Stresssituation nicht denken würde.

Die Gefahr einer Affekthandlung wird verringert. Den Argumenten der Frau können Gegenargumente entgegengesetzt werden. Für betroffene Ausländerinnen können Dolmetscherinnen beigezogen werden. Die beratende Person kann auch in einer späteren Lebensphase als Vertrauensperson konsultiert werden. Die Pflicht zur Beratung heisst keineswegs, dass man die ungewollt schwangere Frau unmündig erklärt oder ihr das Recht auf eine eigene Entscheidung nimmt. Der Entscheid soll von der betroffenen Frau selber gefällt werden. Dem Entscheid vorausgehen soll aber das Gespräch mit einer anderen, mit einer neutralen Person. Diese Beratungsstelle kann die Interessen des ungeborenen Kindes stellvertretend für das Ungeborene wahrnehmen. Die Pflicht, sich beraten zu lassen, heisst, der betroffenen Frau, dem betroffenen Paar eine fachkundige und unbelastete Sicht von aussen, eine Hilfe zur Entscheidungsfindung anzubieten.

Wäre die Beratung, wie es die Kommissionsmehrheit wünscht, nicht obligatorisch, würde diese Möglichkeit zu selten, zu wenig benutzt. Viele Betroffene würden befürchten, eine solche Beratung käme sie viel zu teuer zu stehen. Viele würden denken, aufgrund der fehlenden Zeit dauere der Gang zu einer Fachperson zu lange. Ich bin überzeugt: Wenn wir die Beratung obligatorisch erklären, bieten wir der betroffenen Frau eine echte Hilfe an.

In der Debatte während der Sommersession in diesem Saal hat mich das Argument überzeugt, dass es ja nicht sein kann, dass eine Frau, welche sich nicht beraten lässt, ins Gefängnis kommt. Deshalb haben wir diesem Argument im neuen Artikel 120, Missachtung der Beratungspflicht, Rechnung getragen.

Wie Ihnen der Präsident zu Beginn erläutert hat, habe ich in Absprache und im Einverständnis mit meinen Kollegen, die den Minderheitsantrag mitunterzeichnet haben, bei Artikel 119 die von Kollege Reimann kritisierten Ziffern 4 und 5 zurückgezogen. Dies aus formaljuristischen Gründen und im Wissen, dass das die Medizinalpersonen betreffende Anliegen an einem anderen Ort geregelt werden soll.



Beim Entscheid, eine Schwangerschaft abzubrechen, handelt es sich um einen elementaren ethischen Entscheid, der, wie immer die Entscheidung ausfällt, im Leben einer Frau und aus Sicht des Ungeborenen eine zentrale Rolle spielt. Ein Fehlentscheid ist in jedem Fall fatal.

Mit der Obligatorischerklärung der Beratung tragen wir dazu bei, dass der Entscheid breiter abgestützt ist. Der Entscheid für oder gegen den Abbruch einer Schwangerschaft ist zu wichtig, als dass man nicht alle verfügbaren Kräfte in die Entscheidungsfindung mit einbeziehen müsste.

Unser gemeinsames Hauptziel, das ungeborene Leben zu schützen, ist Grund genug, eine Pflichtberatung gesetzlich vorzuschreiben.

Ich ersuche Sie darum, sich für unseren Minderheitsantrag mit obligatorischer Beratungspflicht auszusprechen.

Wenger Rico (V, SH): Wenn wir das Resultat unserer Kommissionsberatungen betrachten, sehen wir, dass sich die hoch gesteckten Erwartungen aus dem Rückweisungsbeschluss unseres Rates in der Sommersession meines Erachtens zerschlagen haben.

Die damals von verschiedener Seite zur Begründung einer neuerlichen Kommissionsberatung postulierten Empfehlungen sind Schall und Rauch geworden. Nicht zuletzt auch, weil es – wegen des vom Kommissionspräsidenten verordneten Zugzwanges, nach so vielen Jahren seit Einreichung der Parlamentarischen Initiative nun endlich zu einer Lösung zu kommen – nicht gelungen ist, dem Schutz des werdenden Lebens den nötigen gesetzlichen Stellenwert einzuräumen.

Die Koordination mit der Volksinitiative "für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Kindes und für die Hilfe an seine Mutter in Not" liess man unter die Räder kommen. Ein Versuch, den Bundesrat aus seiner Reserve – oder, anders ausgedrückt, aus seiner vornehmen Zurückhaltung – zu locken, wurde auch nicht ernsthaft erwogen. Alles drehte sich im Fristenlösungskreis weiter, wobei auch die Vertreter des so genannten Beratungsmodells nicht dazu zu bewegen waren, mindestens einige die Beratung qualifizierende Elemente in Erwägung zu ziehen.

Mein diesbezüglicher Antrag blieb in der Kommission somit auf der Strecke, obwohl er den in allen offiziellen Anträgen fehlenden qualifizierten Schutz des ungeborenen Lebens durch eine Anpassung des Gesetzes über die Beratungsstellen dem Selbstbestimmungsrecht der Frau gleichgestellt hätte.

Mit dem Rückweisungsantrag Reimann würde dieser Weg wieder geöffnet. Ich könnte diesem deshalb zustimmen.

In Beachtung der Artikel 7 und 10 der Bundesverfassung müsste eine qualifizierte Beratung zu diesem Zweck durch eine staatliche Instanz erfolgen.

Weil die Schwangere allein innerhalb der Rechtsgüterabwägung Partei ist, kann nur die Recht setzende Instanz, d. h. der Staat durch seine Beratungsstellen, die Interessen des werdenden Kindes wahrnehmen, indem die Beratung lebenszielorientiert gemäss einem umfassend definierten Kriterienkatalog erfolgt. Ärztliche Beratung allein genügt meines Erachtens nicht. Nach einem solchen Verfahren, das es zur Interessenwahrung zugunsten des werdenden Lebens braucht, weil es die Möglichkeit von Willkürentscheiden mindert oder gar ausschliesst, läge dann der Entscheid über den Abbruch bei der Schwangeren allein.

Ich habe auf die Einreichung eines zweiten Minderheitsantrages verzichtet, da ich dessen Chancen aufgrund des aktuellen Meinungsspektrums als sehr gering einschätze. Ich werde sowohl der Kommissionsmehrheit wie auch einer Lösung gemäss Minderheit in dieser Form im Sinn von "gewogen und zu leicht befunden" meine Zustimmung verweigern.

Den letzten Entscheid wird so oder so das Schweizervolk treffen, und das wird in einer Gewissensfrage wie dieser dann sicher der weiseste Entscheid sein.

AB 2000 S 536 / BO 2000 E 536

Schweiger Rolf (R, ZG): Man darf, so meine Beurteilung, die Feststellung machen, dass in grundsätzlicher Hinsicht die Positionen weit klarer geworden sind, als sie dies noch bei der ständerätlichen Beratung in der Sommersession waren. Dieses Ziel hat sich Ihre Kommission gesetzt. Sie hat es zu einem grossen Teil, nicht aber vollständig erreicht. Damit meine ich Folgendes:

1. Die wohl überwiegende Mehrheit unseres Rates ist zur Auffassung gelangt, dass bei einer unvoreingenommenen Würdigung der Gegebenheiten die Beibehaltung der bisherigen Gesetzeslage unredlich und scheinheilig geworden ist. Wenn eine Gesetzesbestimmung über Jahre und Jahrzehnte hinweg nicht mehr angewendet wird, obwohl jedermann weiss, dass sie permanent übertreten wird, ist eine weitere Beibehaltung rechtlich



und politisch nicht mehr zu verantworten. Dies gilt insbesondere dann, wenn eine grosse Mehrheit den Unrechtsgehalt, den man beim Erlass dieser Bestimmung pönalisieren wollte, innerlich nicht mehr als solchen zu akzeptieren bereit ist. Ich kann das konkretisieren: Wohl die wenigsten von uns können sich mehr vorstellen, eine Frau wegen einer Abtreibung ins Gefängnis zu schicken.

2. Man hat in weiten Kreisen auch anerkannt, dass nicht die konkrete Ausgestaltung der bisherigen Abtreibungsbestimmungen Ursache für deren Nichtanwendung war. Vielmehr hat sich die Erkenntnis gefestigt, dass die Meinung, ein Dritter – Richter, Arzt, Beratungsstelle – müsse das Recht haben, die Entscheidung einer Schwangeren an deren Stelle beurteilen und fällen zu können, für frühe Schwangerschaftsunterbrechungen nicht richtig sein kann. Grund hierfür ist, dass sich für eine solche Drittentscheidung keine dem Einzelfall gerecht werdenden Beurteilungskriterien mehr finden lassen, für die auch nur einigermassen eine breitere Grundüberzeugung besteht, dass sie eine Bestrafung zu rechtfertigen vermögen.

Die Konsequenz hieraus ist, dass heute wohl eine grosse Mehrheit unseres Rates akzeptiert, dass Indikationsmodelle irgendwelcher Art für Abtreibungen in einer frühen Phase keine Lösung sein können und keine Lösung sein dürfen. Darauf basiert nun die Meinung sowohl der Kommissionsmehrheit wie der Kommissionsminderheit. Auch der Bundesrat beurteilt die Situation heute so.

3. Weitgehende Einigkeit besteht auch darüber, dass – gemeint ist immer die Frühphase der Schwangerschaft – die Schwangere allein soll entscheiden können, ob sie bereit ist, die Verantwortung für ein Kind zu tragen. Ihr allein soll es deshalb obliegen zu beurteilen, ob sie sich in einer Lage befindet, die es ihr nach bestem Wissen und Gewissen möglich macht, ein Kind austragen zu können. Dabei darf, ja muss man von der Vermutung ausgehen, dass jede Frau diese schwer wiegende Entscheidung ernsthaft und verantwortungsbewusst fällt. Insbesondere wäre es nicht richtig und mit der Würde des Menschen nicht vereinbar, unterstellen zu wollen, dass einzelne oder sogar viele Frauen sich leichtfertig und nur auf die eigene Bequemlichkeit bedacht gegen ihr Kind entscheiden würden.

4. Einigkeit besteht weiter, dass vor dem Eingriff an der Frau, die eine Schwangerschaftsunterbrechung erwägt, eine gewisse Beratung stattfinden soll. Im Vordergrund steht dabei, dass der Staat denjenigen Schwangeren, die sich beraten lassen wollen und subjektiv ein Bedürfnis hierfür haben, Beratungsstellen zur Verfügung stellen muss. Weiter konnte eine Annäherung der Standpunkte in der Weise gefunden werden, dass – losgelöst von ihrem subjektiven Wollen, die Schwangere zu beraten – über die Konsequenzen der von ihr zu treffenden Entscheidung umfassend zu unterrichten und auf Hilfsmassnahmen hinzuweisen ist.

Die letzten, in grundsätzlicher Hinsicht noch bestehenden Differenzen bestehen darin, ob ein Arzt oder eine staatlich eingesetzte Beratungsstelle dies zu tun habe und ob die Frau, die sich nicht beraten lassen will, deswegen und nur deswegen – wenn auch nunmehr mit einer Busse – bestraft werden darf.

Mit der Kommissionsmehrheit bin ich der Auffassung, dass eine zwangsweise Beratung durch eine letztlich staatliche Stelle einerseits kontraproduktiv und andererseits mit der Würde der Frau nicht vereinbar ist.

Dazu Folgendes: Erst wenn eine Schwangere bereit ist, sich mit ihrer Situation auseinander zu setzen und darum ringt, ob sie eine Entscheidung über einen Schwangerschaftsabbruch so oder anders fällen will, kann sie von einer Beratung profitieren. Das aber bedingt Freiwilligkeit. Zwang verursacht Abwehr, Trotz und das Gefühl, sich rechtfertigen und verteidigen zu müssen. Das aber macht es der Frau schwer, sich im Beratungsgespräch zu öffnen und Ambivalenz zuzulassen. Wird sie dagegen von dem von ihr persönlich aufgesuchten Arzt beraten, entstehen keine vergleichbaren Zwangsgefühle.

Gemäss dem Bundesgesetz über die Schwangerschaftsberatungsstellen werden diese von den Kantonen errichtet. Die Antwort auf die Frage, wer berät und wie dies zu geschehen hat, kann damit indirekt oder direkt durch die politischen Gegebenheiten der einzelnen Kantone beeinflusst sein, oder es kann dies von der Frau zumindest so empfunden werden. Vertrauen aber ist das A und O einer Erfolg versprechenden Beratung. Wenn sich nun aber eine schwangere Frau mit den politischen Gegebenheiten ihres Kantons nicht identifizieren kann, besteht die Gefahr, dass sie auch nicht bereit ist, sich der Beraterin unvoreingenommen anzuvertrauen.

Es mögen wohl diese Überlegungen gewesen sein, welche eine Vielzahl der europäischen Staaten bewogen haben, auf eine zwangsweise Beratung durch staatliche Stellen zu verzichten. Nur Frankreich und Deutschland sehen eine solche vor. Belgien, Dänemark, Italien, Holland, Norwegen, Österreich und Schweden sehen davon ab.

Wir sollten diesen Ländern folgen und Artikel 119 Absatz 2 in der Form der Kommissionsmehrheit beschliessen.

Pfisterer Thomas (R, AG): Ich versuche ebenfalls, die Beratungen der Kommission zu würdigen. Gesamthaft gesehen bin ich der Meinung – hier besteht offenbar eine Differenz zu Herrn Kollege Wenger –, die Beratungen der Kommission hätten sich erfreulich entwickelt. Vor allem in zwei Richtungen: einerseits mit dem Versuch,



zwischen Mehrheit und Minderheit Brücken zu bauen, andererseits mit dem Bestreben, den Antrag, der sich letztlich als der erfolgreiche herausgestellt hat, zu verbessern. Brücken schlagen zur Minderheit, aber auch zum Nationalrat: Am Ende müssen wir dort Mehrheiten finden. Wir müssen in der Bevölkerung verstanden werden und wahrscheinlich auch in einer Volksabstimmung eine Mehrheit finden können.

Aus dieser Sicht bestehen gegen die Lösung der Minderheit nach wie vor erhebliche Bedenken, die im Votum von Herrn Schweiger sehr deutlich und sehr schön zum Ausdruck gekommen sind. Mir scheint, die Lösung der Minderheit verdecke irgendwie ihren wahren Gehalt. Äusserlich – aber eben nur formell – scheint sie der Frau entgegenzukommen, aber in der Sache nimmt sie dieses Entgegenkommen wieder zurück. Im Zentrum geht es selbstverständlich um den Schutz des ungeborenen Lebens, aber auch um die Würde der Frau. Hier liegt letztlich der Konflikt. Wenn wir den Minderheitsantrag analysieren, so scheint mir der Vorwurf, dass er mindestens in zweierlei Hinsicht ein Formalismus sei, gerechtfertigt. Nehmen Sie den Text zur Hand:

Da wird eine Bescheinigung, ein Papier, verlangt und dafür nur ein formeller Inhalt vorgeschrieben: Es wird nur der Zeitpunkt vorgeschrieben: Die Schwangere soll sich drei Tage vor dem Eingriff beraten lassen; aber es wird nicht gesagt, was der Inhalt ist. Es wird die "staatlich anerkannte Beratungsstelle" erwähnt. Das sind diese drei Formalismen im positiven, Formalismus gibt es aber auch im negativen Sinne. Man verlangt nur, dass der Arzt dieses Papier "eingesehen" hat – er muss nur die Frist von drei Tagen kontrollieren. Aber über den Beratungsinhalt, über das, was der Arzt der Frau gegenüber leisten soll, wird nichts gesagt. Das zeigt eben, dass der wahre Gehalt des Minderheitsantrages nur bei der Beratungspflicht liegt. Ich kann das durchaus nachvollziehen, aber da muss man wahrscheinlich sagen, dass dahinter letztlich die Hoffnung steckt, dass dieser

AB 2000 S 537 / BO 2000 E 537

obligatorische Besuch bei der Beratungsstelle – bei einer Sozialarbeiterin oder einem Sozialarbeiter –, die Frau dann schon auf den "richtigen Weg" bringen werde. Das ist die Hoffnung, die irgendwie dahintersteckt. Wenn wir uns mit der Problematik dieses Pflichtbesuches auseinandersetzen, dann können wir im Anschluss an das letztmalige Votum von Herrn Kollege Schmid Samuel, in dem er auf Professor Yvo Hangartner verwiesen hat, diesen sicher unverdächtigen Zeugen zitieren.

Hangartner schreibt in seiner neuen, sehr eindrücklichen Schrift zum Schwangerschaftsabbruch über den Pflichtbesuch, dass es ein erheblicher Eingriff sei, der Schwangeren die persönliche Beratung gegen ihren Willen aufzudrängen. Von der Schwangeren, die bereits durch eine Aussprache mit ihrem Arzt belastet sein könne, würde so erwartet, dass sie auch noch eine administrative Stelle über die Schwangerschaft und einen möglichen Abbruch orientiere und sich eine, allenfalls erst nach aufdringlichen Fragen, überreichte Bescheinigung über das aufgezwungene Gespräch verschaffe. Etwas

weiter unten schreibt er dann auch, das Ergebnis des Besuches bei der Sozialarbeiterin oder beim Sozialarbeiter hänge dann eben von deren oder dessen Einstellung ab, die auf die eine oder andere Seite zu tendieren drohe.

Diese Bedenken gegen den Minderheitsantrag bleiben meines Erachtens bestehen. Es ist nicht Rechthaberei, dass sich die Mehrheit hier der Minderheit nicht anschliessen können. Die innere Problematik des Minderheitsantrages zeigt sich bei der Strafandrohung. Dem Arzt, dem nur rein formellen Kontrolleur des Papiers, droht man Gefängnis an; der Frau, der eigentlichen Adressatin in der Sache, aber nur Busse. Aus verständlichen Gründen zwar – Frau Slongo hat das heute dargelegt –, aber es zeigt doch den inneren Widerspruch des Minderheitsantrages. Damit ist er letztlich kein richtiger Gegenvorschlag zum Mehrheitsantrag. Er ist eine Modalität, die zu einer gravierenden zusätzlichen Beschränkung für die Frau führt, ohne in der Sache etwas zu bringen.

Hier hat Herr Kollege Wenger Recht: Man hätte einen anderen Weg aufzeigen können, was aber weder er noch irgendjemand in der Kommission oder jetzt im Plenum gemacht hat. Nur eine Indikationenlösung wäre eine echte Alternative gewesen. Aber eine solche liegt nicht auf dem Tisch. Also haben wir uns für eine der beiden Fristenmöglichkeiten, die in der Fahne enthalten sind, und dem heutigen Zustand zu entscheiden.

Die Verbesserungen, die vorgenommen wurden – die verschiedenen Brücken –, betreffen einerseits die Überprüfung und Verbesserung der Abwägung, wie im Rat verlangt, und andererseits die Verstärkung der Beratung. Heute sind selbstverständlich weitere Verbesserungen möglich und auch vorgeschlagen worden.

Zur Abwägung:

Es ist richtig, und die Kommission hat sich dessen noch einmal vergewissert, dass ein ganz schwerer Konflikt zu bewältigen ist – aus verschiedenen Gründen:

1. Es stehen sich nicht einfach Staat und Private gegenüber, sondern verschiedene private Positionen, das Kind – der Nasziturus – einerseits, die Mutter andererseits.



2. Es besteht selbstverständlich die Schutzpflicht durch den Staat.

3. Es besteht selbstverständlich eine natürliche, intensive Verbindung zwischen Mutter und Kind.

Daraus ergibt sich bekanntlich, und das zeigt die Literatur, soweit ich das überblickt habe und mich informieren konnte, dass für die Lösung ein sehr grosser Spielraum anerkannt werden muss. Wer soll am Schluss entscheiden? Es gibt vier Möglichkeiten, sie wurden heute Morgen bereits direkt oder indirekt angesprochen: der Staat, die Frau, ein Dritter oder irgendeine Kombination dieser Möglichkeiten – der Staat, der Gesetzgeber und der Strafrichter; der Staat, der Gesetzgeber und die Frau. Die Fristenlösung, die beide Varianten vorschlägt, ist ja letztlich nur eine Technik des Gesetzgebers, um der Frau einen Teil der Verantwortung zu delegieren, wie das der Kommissionspräsident gesagt hat.

Das heutige Gesetz nimmt nicht die Frau in die Pflicht, sondern die beiden begutachtenden Ärzte, allenfalls den Strafrichter, aber praktisch delegiert heute der Gesetzgeber die Verantwortung an die beiden Ärzte. Die Kommissionsmehrheit will an die Frau delegieren, will sie aber bei dieser Entscheidung selbstverständlich mit einem Beratungsangebot unterstützen. Die Kommissionsminderheit delegiert auch an die Frau, belastet sie aber mit dieser fragwürdigen Beratungspflicht.

Wir haben versucht, diese Abwägung zu verbessern – mindestens noch durch das ausdrückliche Verlangen einer "schriftlichen" Erklärung der Frau, das ist neu –, auch durch den Hinweis auf die ethische Verantwortung, die die Frau zu tragen hat, die Berufung auf die "Notlage", so, wie sie dies versteht. Das ist mit diesem Zusatz gemeint, das ist keine Indikationenlösung.

Auch bei der Verstärkung der Beratung haben wir versucht, ein Stück weit entgegenzukommen. Das hat sich auch im Text niedergeschlagen. Die Präzisierung des Inhalts – ausdrücklich über den medizinischen Bereich hinaus – und die zusätzliche Beratungspflicht für die Minderjährigen sind neu. Das ist akzeptabel, denn die Minderjährigen unterstehen ohnehin der elterlichen Gewalt.

Zum Inhalt: Was darin inbegriffen sein soll, hat uns Frau Slongo schön geschildert. Das kann man meines Erachtens durchaus unterschreiben. Die Beratung ist jetzt inhaltlich präzisiert. Es geht nicht nur um das Medizinische, sondern auch um den sozialen Bereich, um die rechtliche Problematik usw. Die Inhaltsumschreibung ist offen: allgemeine Lebenshilfe.

Ich bin mit Ihnen einverstanden, Herr Reimann, es ist eine ungewöhnlich detaillierte Liste, aber man kann Ihnen im Strafgesetzbuch noch zehn weitere Beispiele zeigen, wo das gleiche Problem besteht. Im Strafgesetzbuch haben wir sogar administrative Vorschriften über den Vollzug des Strafgesetzbuches, bis hin zum Bau der Vollzugsanstalten. All das hat auch Platz im Strafgesetzbuch.

Von der Verfassung her geht es letztlich doch um zwei Dimensionen. Einerseits geht es um die Veränderung im Körper der Frau selber, um die Bedeutung des Abbruchs, dann aber auch um die Hilfe bei der Fortsetzung der Schwangerschaft. Beides ist klar im Gesetz enthalten. Auch die persönliche Beratung ist darin mit der Forderung der eingehenden Beratung ausdrücklich erwähnt. Jetzt kann man noch die Frage stellen – auch damit haben wir uns auseinander gesetzt -: Wer soll diese Beratung, diese inhaltlich präzisierte Beratung durchführen? Gemäss Antrag der Minderheit ist das potenziell eine private Beratungsstelle, was beispielsweise Herr Hangartner als problematisch bezeichnet hat. Wer das ist, ist letztlich zufällig. Es besteht keine Gewähr für die Qualität, die Herkunft und den Erfahrungsschatz der Beraterinnen oder Berater. Die staatliche Anerkennung ändert daran wenig. Anerkennen kann man nur ganze Institutionen und kaum einzelne Persönlichkeiten, die beraten.

In dieser Situation macht Herr Wenger den Vorschlag, dass man eben den Staat einsetzt. Aber wer ist das, der Staat? Das ist ein Funktionär oder eine Funktionärin. Das schiene mir dann erst recht problematisch. Dass es der Arzt oder die Ärztin macht, hat doch für die Frau und den Nasziturus einen grossen Vorteil: Es besteht freie Arztwahl. Die Frau hat jedenfalls die Möglichkeit, zu der Ärztin oder zu dem Arzt zu gehen, in die oder den sie Vertrauen hat. Sie kann den Arzt auch wechseln. Sie kann versuchen, das Vertrauensverhältnis aufzubauen oder es allenfalls an einem anderen Ort noch einmal zu versuchen.

Es muss auch nicht so sein, dass der beratende Arzt mit dem operierenden identisch ist, überhaupt nicht – die Eingriffe werden ja in aller Regel in Kliniken gemacht. Und wenn Sie, was ich hoffe, dem Antrag Schmid Samuel heute zustimmen könnten, dann wäre auch das noch im Gesetz klargestellt. Damit wäre, so glaube ich, auch das Problem des finanziellen Anreizes etwas erledigt.

Also: Die Mehrheit steht auf dem Boden der Beratung, anerkennt aber, dass diese ein höchst persönliches Geschäft zwischen Mutter und Arzt oder Ärztin ist. Vergessen wir

AB 2000 S 538 / BO 2000 E 538

nicht: Auch im geltenden Recht mit Begutachtungspflicht hat der Gesetzgeber den Arzt praktisch zum Hüter der gesetzlichen Regelung und zum Berater gemacht; auch dort haben wir dem Arzt diese Rolle also schon





heute zugetraut.

Eine weitere Brücke kann es sein, wenn man eine Verkürzung auf 12 Wochen vorsieht – in der Detailberatung komme ich darauf zurück.

Gesamthaft meine ich einmal – das sage ich auch im Blick auf die vielen Briefe und Interventionen der letzten Tage -: Wer der Mehrheit folgt, unterstützt kein Töten – kein Töten, das würde ich deutlich sagen. Persönlich hätte ich, das möchte ich hier noch einmal sagen, grösste Bedenken, einer Abtreibung zuzustimmen. Kommt es aber auf meine persönliche, private Meinung an? Über viele Jahre war ich im Richteramt; dort habe ich gelernt, dass man sich zwar eigene Urteile bilden darf und muss, dass es letztlich aber nicht auf mich ankommt, sondern auf das Gesetz bzw. auf das, was die Gesellschaft als richtig erachtet. So meine ich, dass wir auch hier im Lichte der Verfassung und dessen zu entscheiden hätten, was aus unserer Verantwortung als Amtsträger heraus für die Gesellschaft richtig ist.

Der heutige Zustand ist unhaltbar. Seit Jahren und Jahrzehnten laborieren wir daran herum. Wollen wir nicht Kräfte für etwas anderes freimachen und in diesem Sinne heute Verantwortung übernehmen? Unser Auftrag ist doch, Probleme zu lösen und nicht, sie vor uns herzuschieben!

In diesem Sinne bitte ich Sie, heute – meinetwegen noch mit gewissen Verbesserungen – der Mehrheit zu folgen.

Epiney Simon (C, VS): Dans une certaine précipitation, la Commission des affaires juridiques a donc repris l'examen de l'initiative parlementaire Haering Binder. Elle a apporté, certes, quelques retouches, mais des retouches qui restent cosmétiques, laissant croire que la solution des délais adoptée par le Conseil national a été véritablement améliorée. En fait, il n'en est rien.

La femme en détresse pourra, sur l'instigation du médecin, comme d'ailleurs c'est le cas déjà aujourd'hui, consulter le centre de planning familial au sens de la loi du 9 octobre 1981. Pour notre part, nous restons convaincus que le modèle de consultation obligatoire reste le moins mauvais, assorti qu'il est de l'abandon de la peine d'emprisonnement pour la femme qui avorte illégalement.

La situation actuelle est hypocrite. Elle s'accommode du non-respect de la loi, ne correspond plus – semble-t-il – à la sensibilité de la majorité de la population, et probablement la solution actuelle ne permet-elle pas de sauver une seule vie.

Or, nous voulons donner une chance à la vie, grâce à des centres de consultation où une femme pourra parler à une autre femme, et non pas où une cliente devra parler à un médecin qui aura évidemment tout intérêt à pratiquer l'avortement qui risquera d'être son métier, puisque, systématiquement, la majorité des médecins vont envoyer une femme dans une situation de détresse auprès de médecins qui seront devenus de véritables professionnels des interruptions de grossesse.

La femme en désarroi, par ailleurs souvent des étrangères d'après les renseignements que nous avons des centres de planning familial, sera accompagnée dans sa décision, à un moment où elle est vulnérable, à un moment où elle est dépendante, où elle est exposée aux pressions de son entourage ou, au contraire, à un moment où elle se trouve abandonnée à son sort.

Cette consultation a pour objectif d'offrir à la femme en proie au doute ou à des difficultés financières une alternative à la perte d'un être en devenir et ce, dans un climat d'écoute, de disponibilité et de discrétion garanti par la loi sur les centres de consultation en matière de grossesse. Cette consultation permettra de faire la pesée des intérêts entre les intérêts légitimes de la femme, mais aussi légitimes d'un être sans défense. Elle donne une chance à la vie sans culpabiliser, sans sanctionner, avec également comme souci de prévenir le syndrome de post-avortement qui gangrène le futur de tant de femmes incapables de faire le deuil d'un tel échec.

Ce modèle de consultation obligatoire n'a pas l'apparence d'un monstre juridique, sauf dans l'esprit d'un partisan. Il est au contraire en mesure d'éviter, sur le plan politique, un référendum, ou en tout cas de réduire les chances de succès de ce dernier devant le peuple. Il nous épargnera des querelles sans fin sur un thème délicat devant lequel nous avouons notre humilité et notre incapacité à trouver une bonne formule.

Ce que nous savons en revanche, c'est que nous pourrions économiser nos forces pour les consacrer au véritable combat, celui de la prévention des grossesses non désirées et celui de la protection de la vie. Dans ce contexte, nous déposerons, cette session encore, une intervention réclamant la mise sur pied d'une véritable politique familiale par l'adoption d'une loi sur la famille instituant des mesures fiscales telles que le splitting familial, le soutien à la mère célibataire, le soutien aux centres de planning familial, etc.

C'est dans ce sens que nous voterons, avec la minorité de la commission, une proposition qui, elle seule, est capable à la fois de tenir compte de toutes les sensibilités dans le pays et de recueillir un consensus dans ce thème passionné.



Stadler Hansruedi (C, UR): Eine Neuregelung des Schwangerschaftsabbruches ist für mich unbestritten, das Auseinanderklaffen von Recht und Wirklichkeit zwingt uns zum Handeln. Nach einigen Ausführungen zur Beratung möchte ich auf die formalen Kritikpunkte von Kollege Pfisterer eingehen.

Ein Schwangerschaftskonflikt ist einmal immer eine existenzielle Notlage, ein Dilemma in einem komplexen persönlichen und sozialen Umfeld. Der Entscheid einer Frau, einen Schwangerschaftsabbruch vornehmen zu lassen, wird immer schwierig, moralisch anspruchsvoll und seelisch belastend sein. Im Schwangerschaftskonflikt sehe ich aber auch eine Situation der Güterabwägung. Auf der einen Seite haben wir den Anspruch der Frau auf Selbstbestimmung. Auf der anderen Seite hat der Staat eine Schutzpflicht gegenüber jeglicher Form des Lebens, d. h. auch dem ungeborenen Leben gegenüber. Vor dieser Schutzpflicht können wir uns auch nicht drücken, wenn sich das gesellschaftliche Umfeld zum Teil geändert hat.

Die Mehrheit und die Minderheit unterscheiden sich als erstes bezüglich der Frage, welche Anforderungen wir an eine Güterabwägung stellen. Ich bin überzeugt, dass das Hauptziel des Schutzes des Lebens mit der Frau besser erreicht werden kann als gegen die Frau. Die notwendige Konsequenz ist deshalb für mich ein Modell mit einem Hilfs- und Beratungsangebot, welches sich am Ziel der Erhaltung des Lebens, d. h. an der Fortsetzung der Schwangerschaft, orientiert und den letzten Entscheid in die Hände der betroffenen Frau legt. Wird dann nach einer solchen Beratung der Schwangerschaftsabbruch trotzdem vorgenommen, bedeutet das für mich noch nicht, dass er rechtmässig oder moralisch gut ist. Nein, dies bedeutet nur, dass er straflos ist.

Die Beratung muss für mich somit zielorientiert sein. Das heisst, die Frau ist zur Fortsetzung der Schwangerschaft zu ermutigen, und ihr sind Perspektiven für ein Leben mit dem Kind zu eröffnen. Die Beratung soll in dem Sinn für die Frau Freiraum schaffen, weil Druck von aussen weggenommen wird. Sie soll ihr helfen, einen verantwortungsvollen und gewissenhaften Entscheid zu treffen. Der Frau muss dabei bewusst sein, dass in jedem Stadium der Schwangerschaft das Ungeborene auch ihr gegenüber ein eigenes Recht auf Leben hat.

Die Beratung ist aber ergebnisoffen zu führen. Sie soll ermutigen und Verständnis wecken, aber nicht bevorzugen. Eine Beratung geht damit auch von der Verantwortung und vom Letztentscheid der Frau aus. Unsere Pflicht und die Pflicht des Staates, auch für den Schutz des ungeborenen Lebens zu sorgen, rechtfertigt den Eingriff in das Selbstbestimmungsrecht der Frau im Sinne eines Obligatoriums der Beratung.

Wer soll nun die obligatorische Beratung durchführen? Diesbezüglich gehen die Meinungen auch auseinander. Die

AB 2000 S 539 / BO 2000 E 539

Mehrheit postuliert eine Beratungspflicht durch den Arzt oder die Ärztin, die den Schwangerschaftsabbruch vornimmt. Der Arzt ist aber auch für mich nicht die richtige Beratungsstelle. Dies aus folgenden Gründen: Eine zielorientierte Beratung ist eine umfassende Beratung, was meines Erachtens nicht das gleiche ist wie eine eingehende Beratung, wie sie der Antrag der Kommissionsmehrheit vorsieht. Es geht nicht nur um medizinische Informationen. Der Arzt hat, gestützt auf das allgemeine Arzt- und Patientenverhältnis, eine ungeschriebene Pflicht, die medizinischen Informationen weiterzugeben. Dies muss ich nicht speziell festhalten. Es braucht vielmehr allenfalls soziale und juristische Informationen. Es sind vielleicht Rechtsansprüche von Mutter und Kind sowie mögliche praktische Hilfen darzulegen. Die Aufzählung unter Artikel 120 im Antrag der Mehrheit macht mir den Eindruck einer reinen Checkliste. Damit werden wir aber dem Schutzanspruch des ungeborenen Lebens nicht gerecht.

Erlauben Sie mir nun noch folgende formale Überlegungen: Diese formalen Überlegungen sprechen klar gegen die Anträge der Kommissionsmehrheit. Dabei gehören Artikel 119 und 120 zusammen. Ich möchte darauf hinweisen, dass der Begriff "eingehend", wie er auch im Übertretungstatbestand von Artikel 120 Absatz 1 Litera b aufgeführt wird, unbestimmt ist und sicher zu Beweisschwierigkeiten führen wird. Die genau gleichen Schwierigkeiten wird die Formulierung "sich zu vergewissern" in Litera c verursachen.

Auch wenn man vielleicht sagt, es sei ja nur ein Übertretungstatbestand und diese Unsicherheiten seien keine Schwierigkeiten, sind wir als Gesetzgeber für saubere und klare Formulierungen verantwortlich. Die Formulierung des Übertretungstatbestandes der Minderheit ist demgegenüber klar, und es wird keine Beweisschwierigkeiten geben.

Mit ihrem Antrag zu Artikel 120 trägt die Minderheit übrigens, wie das bereits ausgeführt wurde, auch den in der Sommersession u. a. von Kollegin Beerli geäusserten strafrechtsdogmatischen Bedenken Rechnung. Dieser Mangel des damaligen Antrages wurde damit eliminiert.

Der Antrag der Mehrheit strotzt in Absatz 2 von Artikel 119 von irritierenden, "scheinindikationenähnlichen" Elementen. Sie geben etwas vor, was sie nicht sind. Auch schaffen sie Rechtsunsicherheit. Die so genannten Verbesserungen gleichen – mindestens formal – eher einer Verschlimmbesserung.

Auch unter dem Gesichtspunkt des Formalen überzeugt der Antrag der Minderheit gegenüber jenem der Mehr-



heit durch ein klares, systematisch aufgebautes und durchdachtes Konzept.
Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Brunner Christiane (S, GE): Je ne connais aucune sphère de notre vie personnelle dans laquelle on nous imposerait un entretien de conseil. Aurait-on l'idée d'imposer aux femmes, sous peine de sanction légale, de passer par un centre de consultation en enfantement avant de décider d'avoir un enfant? Pourtant, faire un enfant est une décision autrement plus lourde de conséquences, autrement plus chargée de responsabilités qu'une interruption de grossesse dans ses débuts.

Mettre au monde un être humain, prendre la responsabilité de s'occuper de lui pendant au moins vingt ans, s'engager à lui donner les meilleures chances d'épanouissement possibles, il me semble que c'est une décision très importante à prendre, une décision qui exigerait une réflexion et une préparation approfondies de la part de la future mère et du futur père.

Pourtant, il ne vient heureusement à l'idée de personne d'exiger des candidates à la maternité qu'elles se soumettent à une consultation préalable obligatoire auprès d'un centre de consultation. Tout le monde admet que cela constituerait une ingérence inadmissible de l'Etat dans la vie personnelle des gens, avec un risque de dérapage vers un contrôle étatique de la vie privée des personnes.

Les conseillères et conseillers en planning familial nous disent que seule une femme sur dix a encore des doutes lorsqu'elle consulte un médecin pour une interruption de grossesse. Il ne faut pas oublier qu'un certain laps de temps s'écoule entre le moment du constat du retard des règles et le moment où l'entretien a lieu avec le médecin.

Les femmes ont eu le temps de réfléchir, de discuter avec les personnes de confiance de leur entourage. Et lorsqu'elles arrivent chez le médecin, elles ont, en règle générale, déjà pris leur décision. Par ailleurs, il est du devoir professionnel du médecin de procéder à une consultation approfondie avec sa cliente, quel que soit le modèle que nous favorisons.

Le but visé par la proposition de la minorité est de convaincre un certain nombre de femmes de porter à terme leur grossesse. Il y a l'idée qu'une deuxième consultation pourrait les faire changer d'avis. Cette attente est irréaliste et les faits le démontrent. On prétend qu'en Allemagne, une partie des interruptions de grossesse serait évitée grâce à une disposition légale qui contraint à la consultation obligatoire. Mais à y regarder de près, on constate qu'il n'existe pas de statistique pour l'ensemble du pays qui pourrait confirmer cette thèse. Les interruptions de grossesse n'ont pas diminué en Allemagne depuis 1996, année de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions. Les comptes rendus optimistes ne témoignent pas nécessairement de mauvaise foi d'ailleurs, mais ils ont été faits par les centres de consultation confessionnels. Il faut savoir qu'en Allemagne, une femme enceinte a le choix entre des centres de consultation confessionnels, des centres privés tels que Pro Familia et des centres étatiques. Une femme enceinte qui est en difficulté économique, qui ne sait pas comment elle fera pour élever un enfant, s'adressera à un centre confessionnel, sachant que ce centre lui donnera de l'aide matérielle, tandis que la femme qui sait qu'elle ne veut pas porter à terme sa grossesse ira chez Pro Familia ou ailleurs. Selon une enquête faite auprès des femmes qui ont été obligées de suivre la procédure en vigueur en Allemagne, 72 pour cent d'entre elles n'ont été au centre de consultation que parce qu'elles y étaient obligées, 41 pour cent se sont senties humiliées et mises sous tutelle et 11 pour cent seulement ont trouvé que la consultation avait eu des effets positifs.

Ces 11 pour cent auraient probablement, de toute manière, sollicité un entretien de leur propre gré. On peut prendre – à titre comparatif – la Suède, où 30 pour cent des femmes qui souhaitent une interruption de grossesse sollicitent d'elles-mêmes un entretien dans un centre de consultation. Autre exemple: la Hollande, qui a un taux d'interruptions de grossesse inférieur à celui de l'Allemagne, alors qu'elle ne connaît aucune contrainte de consultation. Mais, en Hollande, la prévention sociale et sanitaire est bien développée et c'est en réalité cela qui fait la différence.

Concernant les contraventions à l'article 120, j'ai deux constats à faire relatifs aux propositions de la minorité. Pour ce qui concerne la responsabilité du médecin, la minorité va moins loin que la majorité. La majorité veut punir des arrêts ou de l'amende le médecin qui omet d'informer et de conseiller la femme de manière détaillée, tant par rapport à l'aspect médical de l'intervention que par rapport aux alternatives qui existent à l'interruption de grossesse. Le médecin doit donc s'impliquer personnellement et prendre ses responsabilités face à la femme enceinte. Pour la minorité, il suffit que le médecin prenne acte de l'attestation du centre de consultation et qu'il vérifie que cet acte date au moins de trois jours auparavant. La responsabilité du médecin se limite donc à un acte bureaucratique.

Selon la volonté de la minorité, la femme est aussi punissable si elle ne se soumet pas à la consultation. Cette sanction est discriminatoire du point de vue social. Les femmes qui n'ont pas envie de se soumettre



au passage obligé par le centre de consultation pourraient s'en acquitter en payant une amende, à condition évidemment d'avoir les moyens financiers pour le faire. Les moins fortunées n'auraient pas ce choix et seraient obligées de se soumettre au rituel imposé.

Enfin, dernier point fondamental que j'aimerais soulever, c'est la mise en cause de la protection de la sphère privée. Aller de manière obligatoire dans un centre de consultation

AB 2000 S 540 / BO 2000 E 540

lorsqu'on est enceinte et lorsqu'on souhaite une interruption de grossesse, c'est chaque fois ouvrir un dossier. Je sais bien sûr que les employés des centres de consultation sont liés à l'obligation de confidentialité, à l'obligation de ne pas parler de ce dont elles ont connaissance, mais quand même, il y a pour chaque femme dans cette situation un dossier qui a été ouvert à quelque part et dont personne ne garantit la destruction.

J'aimerais répondre à M. Stadler en ce qui concerne la précision que nous avons apportée dans l'article 120 en prévoyant de quelle manière le médecin doit avoir conseillé la femme; qu'est-ce que cela veut dire: "de manière détaillée"? On pourrait même dire qu'on a été très loin dans la description détaillée. A la lettre b, nous avons repris en commission une proposition qui nous a été faite par Mme Berger et qui a véritablement – dans le détail – décrit de quelle manière le médecin devait conseiller la femme enceinte. De même que le fait, à la lettre c, de s'assurer, "sich vergewissern", qu'une mineure de moins de 16 ans s'est adressée à un centre de consultation. On peut le faire par attestation écrite, on peut le faire aussi par déclaration du parent ou par un autre moyen. Mais c'est une responsabilité du médecin finalement d'avoir la preuve qu'une mineure de moins de 16 ans a été consulté un centre de consultation spécialisé pour mineurs.

Je pense que notre commission a ainsi véritablement bien travaillé, et dans le détail, en cherchant, dans la proposition de majorité, à convaincre le plus de personnes possible de la bienfaisance et de la justesse de cette solution-là.

Studer Jean (S, NE): L'ancienneté du débat, sa longueur et la rigidité des positions pourraient faire oublier – je crois que le président de la commission a eu raison de le dire – que, dans cette salle, il y a en tout cas une très large majorité qui est favorable à l'avortement, qui est favorable à une réglementation de l'avortement, qui est favorable aussi à une solution des délais, et que l'on diverge sur la manière dont on peut s'assurer de la qualité de la décision qui est prise.

Je crois aussi qu'une large majorité est d'accord pour que cette réglementation figure dans le Code pénal, dans le chapitre qui réprime les infractions contre la vie et contre l'intégrité corporelle. Le fait que l'on souhaite tous que cette réglementation figure à cette place de notre ordre juridique montre bien qu'on considère l'avortement comme pouvant être une infraction contre la vie et l'intégrité corporelle. Je crois qu'il y a aussi une volonté d'assurer très clairement dans le Code pénal la définition des conditions qui, réunies, ne permettraient pas de considérer comme punissable un avortement. C'est bien là la place que doit avoir cette réglementation, et la précision des conditions est conforme au principe de la légalité de la peine.

C'est la raison pour laquelle je ne pourrai pas vous inviter à suivre la proposition de renvoi Reimann. Le principe "nulla poena sine lege" impose que l'on soit précis dans la définition de ce qui est punissable ou pas punissable.

Mme Brunner l'a dit, un des résultats de l'Etat de droit, du "Rechtsstaat", a été la valorisation de la liberté personnelle. Dans tout notre ordre juridique, on considère que ce qui a trait à la vie, à la mort et à la santé regarde principalement la responsabilité individuelle. Il n'y a pas de nécessité de consulter quiconque pour procréer, naturellement ou d'une manière artificielle. Il n'y a pas de nécessité de consulter quiconque autre que son médecin pour une intervention médicale, fut-elle majeure; et il n'y a pas de nécessité de consulter quiconque pour un suicide, voire pour une assistance au suicide, si celle-ci n'est pas motivée par des mobiles égoïstes.

Ce que je trouve assez singulier dans le développement de la proposition de la minorité, c'est qu'en fait, à travers cette demande de preuve de la consultation, on oublie un peu les principes essentiels de la liberté individuelle et qu'on prend le risque de bureaucratiser et la vie, et la santé, et la mort.

La proposition de la minorité, qui valorise la consultation, n'assure en rien la qualité de cette consultation. La proposition de la minorité souhaite uniquement qu'on prouve avoir consulté, alors que la majorité décrit d'une manière assez précise la teneur de l'entretien qui doit prévaloir entre le médecin et la femme. En se contentant d'une preuve de la consultation, finalement, la minorité opte plus pour une "Formularlösung" que pour une "Fristenlösung". Je trouve que dans des domaines aussi essentiels, choisir plutôt la "Formularlösung" que la responsabilité individuelle est un dérapage que je ne souhaiterais pas voir notre pays prendre dans tout ce qui a trait à la responsabilité individuelle.



Autrement dit, celles et ceux qui veulent donner une chance à la vie ne peuvent pas s'appuyer simplement sur le formulaire de la consultation, mais ils doivent bien valoriser la responsabilité individuelle. C'est la raison pour laquelle je vous invite à suivre la majorité.

Hofmann Hans (V, ZH): Ich äussere mich zum Rückweisungsantrag Reimann, und ich bitte Sie, diesem Rückweisungsantrag zuzustimmen. Dafür gibt es, wie wir gehört haben, gute formelle Gründe. Einen weiteren materiellen Grund möchte ich hier ganz speziell herausstreichen. Ich denke, dass sich die Kommission für Rechtsfragen mit ihrem heutigen Antrag über den Beschluss unseres Plenums, wie wir ihn in der Sommersession gefällt haben, hinweggesetzt hat. Wir haben damals einem Rückweisungsantrag Schmid Samuel zugestimmt. Dieser Antrag verlangte unter anderem, dass die Parlamentarische Initiative Haering Binder mit der Volksinitiative "für Mutter und Kind" zu koordinieren sei. Auch Kollege Toni Dettling, der damals seinen Rückweisungsantrag zugunsten desjenigen von Samuel Schmid zurückzog, begründete überzeugend, dass es keinen Sinn mache, über diese beiden völlig gegenläufigen Lösungsansätze getrennte Debatten zu führen, sondern dass nur mit einer Gesamtschau das unbestrittene, aber eben sehr umstrittene Problem, die Regelung des Schwangerschaftsabbruches, einer tragfähigen Lösung zugeführt werden könne. Dieser Meinung hat sich der Ständerat angeschlossen und das Geschäft mit diesem klaren Auftrag an die Kommission zurückgewiesen.

Ich bin nun sehr erstaunt, dass unsere Kommission das Geschäft heute wieder vorlegt, ohne dass wir im Besitz der Botschaft des Bundesrates zur Volksinitiative "für Mutter und Kind" sind. Wir haben gehört, dass der Bundesrat diese Volksinitiative ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung empfiehlt. Die Erwägungen des Bundesrates, welche zu diesem weit tragenden Entscheid führten, haben für mich aber einen sehr hohen Stellenwert. Ich möchte sie kennen und schriftlich vor mir haben, wenn ich mich bezüglich des Themas Schwangerschaftsabbruch endgültig entscheiden muss.

Die Beweggründe des Bundesrates figurieren in seiner Botschaft, die wir heute aber noch gar nicht haben. Auch Frau Bundesrätin Metzler hat in der Sommersession gesagt: "Eine Koordination mit der Volksinitiative 'für Mutter und Kind' macht sicher Sinn. Für den Bundesrat wäre es aber im Hinblick auf die Botschaft zu dieser Volksinitiative hilfreich, wenn das Parlament – hier der Ständerat – über die vorliegende Gesetzesänderung entscheiden würde." (AB 2000 S 416)

So macht es sich der Bundesrat meines Erachtens zu einfach, wenn er sich quasi hinter dem Parlament versteckt, wenn er sich damit begnügt, zu den Anträgen der parlamentarischen Kommission Stellung zu nehmen, oder eben auf die Beschlüsse des Ständerates wartet, um damit seinen in Sachen Volksinitiative bereits getroffenen Entscheid nachträglich zu begründen. Ich denke, dass der Bundesrat gerade in dieser sensiblen und äusserst umstrittenen Frage des Schwangerschaftsabbruches seine Führungsrolle, seine Führungsverantwortung wirklich deutlich wahrnehmen sollte. Er muss dem Parlament gerade in seiner Botschaft zur Volksinitiative "für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Kindes und für die Hilfe an seine Mutter in Not" klar sagen, wie er die Lösung dieses schwierigen Problems sieht. Dann könnten wir die beiden Geschäfte in Kenntnis aller Fakten und in Kenntnis der klaren Erwägungen des Bundesrates gemeinsam behandeln und einer, hoffentlich mehrheitsfähigen, Lösung zuführen, genauso wie

AB 2000 S 541 / BO 2000 E 541

wir das in der Sommersession beschlossen haben. Wir sollten uns an unsere eigenen Beschlüsse halten. Tun wir das, dann müssen wir heute das Geschäft erneut zurückweisen. Unter einem Zeitdruck stehen wir wirklich nicht. Der Schwangerschaftsabbruch beschäftigt die eidgenössischen Räte schon seit dreissig Jahren, da kommt es auf eine oder zwei Sessionen mehr wirklich nicht an. Natürlich werden Sie jetzt denken: "Ja, ja, der Hofmann hat ja das letzte Mal den Nichteintretensantrag gestellt. Er will nun einfach verzögern, weil er ohnehin gegen den Schwangerschaftsabbruch ist." Natürlich wäre es mir lieber gewesen, der Ständerat wäre auf eine Fristenlösung erst gar nicht eingetreten. Dann wäre die Parlamentarische Initiative Haering Binder vom Tisch gewesen, und wir hätten dem Bundesrat ermöglicht, in diesem wichtigen Geschäft wieder die Führung zu übernehmen.

Aber nun sind wir eingetreten, und ich akzeptiere unseren Eintretensentscheid voll und ganz.

Ich bin es gewöhnt, Entscheide mitzutragen, auch wenn ich anderer Meinung war. Aber jetzt möchte ich mit-helfen, diese, wie Frau Bundesrätin Metzler in der Sommersession so schön und treffend sagte, vermittelnde Lösung zu finden, welche der Achtung vor dem Leben und dem Selbstbestimmungsrecht der Frau gleicher-massen Rechnung trägt. Aber dazu müssen wir im Besitze aller Fakten und Grundlagen sein und gerade auch die Erwägungen des Bundesrates zur Volksinitiative kennen.

Ich bitte Sie deshalb nochmals, dem Rückweisungsantrag Reimann zuzustimmen.



Jenny This (V, GL): Ich fürchte zwar, dass ich zu dieser Debatte nicht mehr viel Neues beitragen kann. Wir können wohl um die Fristenlösung herum diskutieren, so lange wir wollen, eines wird sich nie, aber gar nie ändern: Der Entscheid für einen Schwangerschaftsabbruch wird letztlich immer bei der Frau allein liegen. Diesen Entscheid kann ihr niemand abnehmen. Die Betroffenheit ist derart radikal, dass sie nicht delegiert werden kann.

Die Erfahrungen in jenen Ländern, die ein liberales Gesetz eingeführt haben, zeigen auch klar, dass nur umfassende Aufklärung und Prävention einen wirksamen Beitrag zur Reduktion der Schwangerschaftsabbrüche leisten können, und nicht ein Verbot eines solchen Eingriffes. Das Strafrecht allein genügt nicht, hier ist die Gesellschaft als Ganzes gefordert.

Das Recht der Betroffenen auf eine Beratung ist sehr zu begrüßen, hingegen ist der Zwang zur Beratung ganz klar abzulehnen. Eine obligatorische Beratung ist eine unnötige Schikane und erneute Bevormundung von erwachsenen, selbstständigen Frauen. Die Betroffenen machen dies aus eigenem Antrieb, aber in einer Atmosphäre des Vertrauens und der Offenheit.

Mit einer gesetzlich verankerten Beratungspflicht würde dies schlagartig ändern. Darum haben sich namhafte Fachleute eben gegen diese Beratungspflicht ausgesprochen, wie das Kollege Schweiger bereits ausgeführt hat. Ausgerechnet jene, die immer wieder das hohe Lied der Eigenverantwortung singen, ausgerechnet jene sprechen diese Eigenverantwortung den erwachsenen Frauen ab. Man tut so, als fälle eine Frau einen solchen Entscheid irgendwann zwischen Tür und Angel.

Wer sind denn letztlich die Verlierer bei einer unerwünschten Geburt? Wer sind die Leidtragenden? Sicher nicht der Staat, sicher auch nicht die Politiker, die so tun, als ob sie für jedes unerwünschte Kind höchst persönlich aufkommen. Die grossen Verlierer und bedauernswerten Geschöpfe sind die unerwünschten Kinder. Die meisten von uns können nur erahnen, aber wohl kaum nachvollziehen, was es für ein Kind heisst, ungeliebt und ungewollt in der Gegend herumgestossen zu werden.

Das Schlimmste ist: Die meisten von ihnen bleiben ihr Leben lang auf der Schattenseite stehen. Gescheiterte Existenzen sind geradezu vorprogrammiert. Das ist statistisch erwiesen, Ausnahmen bestätigen selbstverständlich auch hier die Regel. Das ist erschütternd, aber es sind die nackten Tatsachen. Es gibt eben leider nicht nur unsere heile Welt hier im Saal.

Auch wenn wir es nicht wahrhaben wollen: Sämtliche Instanzen sind willkürlicher als die Frau selbst. Denken wir daran, nur sie – die Frau – ist letztlich schwanger; denken wir aber ebenfalls daran, dass wir in der Praxis die Fristenlösung eben schon lange haben. Weshalb soll sie nicht im Gesetz stehen? Alles andere ist – mit Verlaub – eine Heuchelei!

Ich bitte Sie deshalb, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Frick Bruno (C, SZ): Nach den intensiven Worten meines Kollegen Jenny möchte ich einige ruhige Ausführungen zur Sache machen, die der Argumentation auch zugänglich sind.

Heute gilt in der Schweiz faktisch die Fristenlösung. Es ist nur eine Frage des Aufwandes, den richtigen Arzt zu finden und die nötigen Kilometer zu fahren. Im Gesetz besteht zwar noch eine restriktive Indikationenlösung, die von der Wirklichkeit aber völlig überholt worden ist.

Rückblickend müssen wir uns eingestehen, dass das Schweizervolk 1977 die Chance auf eine gute Lösung verpasst hat. Man wollte damals eine zeitgemässe Indikationenlösung, zugleich aber den Schutz und die Hilfe für die werdende Mutter gesetzlich regeln. Verpasst wurde die Chance, weil sich damals die Ultrakonservativen und die Fristenlösungsbefürworter in einer "unheiligen", aber erfolgreichen Allianz gefunden hatten.

Wo das Gesetz aber nicht mehr von der Gesellschaft akzeptiert ist, da brechen die Dämme, und das Gesetz wird zur Makulatur. Denn die von der Gesellschaft geschaffenen Fakten sind stärker als überholte Gesetze, die überhaupt nicht mehr durchgesetzt werden. Darum ist es heute schwierig, eine Lösung zu finden. Wir haben die Möglichkeit, entweder faktisch den heutigen Zustand zum Gesetz zu erklären, wie das die Fristenlösung vorsieht, oder wir können den Versuch unternehmen, wieder Dämme zu errichten, die nicht mehr bestehen, und können zugleich versuchen, Schutz und Hilfe für die schwangeren Frauen, die in eine Notlage geraten, gegenüber dem heutigen Gesetz wesentlich zu verbessern.

Von der Rückweisung, die Kollege Schmid Samuel in der letzten Session beantragt hat und die wir gutgeheissen haben, habe ich mir einiges versprochen. Von den Resultaten indessen bin ich sehr ernüchert. Gebracht hat es wenig: einige Kosmetik an den Gesetzestexten und eine teilweise Verbesserung betreffend die Beratungsmöglichkeit. Wir hatten einen formellen und zwei materielle Aufträge erteilt.

Zum formellen Auftrag: Zur Frage der Koordination mit der Volksinitiative "für Mutter und Kind" hat Herr Hofmann vorhin gesprochen.

Wir haben aber auch zwei materielle Aufträge erteilt, nämlich erstens eine Lösung zu prüfen, in der in Bezug



auf einen Schwangerschaftsabbruch die Rechtsgüterabwägung zwischen den Interessen der schwangeren Mutter und dem werdenden Kind berücksichtigt werden. In der Lösung, auch im Rapport von Herrn Dick Marty, sehe ich nicht, dass diese Rechtsgüterabwägung nochmals gründlich vorgenommen worden ist, dass Lösungen gesucht worden sind, um eine echte Rechtsgüterabwägung zu treffen. Heute müssen wir uns fragen: Wer nimmt die Interessen des ungeborenen Lebens wahr? Wer schützt das Kind in seinem Werden? Zweitens haben wir den Auftrag gegeben, zu prüfen, ob allenfalls ein eigenes Gesetz zum Schutz der Schwangeren zu erlassen sei. Namentlich müsste es weitergehen als der heutige Zustand und folgende Bereiche umfassen: Unentgeltliche Beratung für Schwangere, ihre Partner und Angehörige und finanzielle Unterstützung der Schwangeren vor und nach der Geburt durch ein Gemeinwesen. Diesbezüglich fehlt alles. Herr Marty hat in seinem Rapport mit keinem Wort erwähnt, wie die Kommission diesen Auftrag ausgeführt hat. Es fehlt ein Vorschlag, es fehlt auch ein Vorstoss. Nichts, einfach nichts ist mit diesem Auftrag geschehen. Ich bin – ich sage es deutlich – von der Arbeit der Kommission für Rechtsfragen nicht befriedigt.

AB 2000 S 542 / BO 2000 E 542

Die Frage ist: Wie antworten wir darauf? Mit einem Rückweisungsantrag, wie ihn Herr Reimann gestellt hat? Von der Sache her wäre er begründet. Aber eine Rückweisung hat nur eine Chance, wenn der Beauftragte den Auftrag tatsächlich auch annehmen und umsetzen will. Diese Bereitschaft fehlt mir. Darum glaube ich, eine Rückweisung, so sehr sie in der Sache gerechtfertigt wäre, bringt uns die Lösung nicht.

Ich mag nicht verhehlen, dass mich die Anträge der Kommission aus folgenden vier Gründen nicht überzeugen:

1. Es fehlt mir die Rechtsgüterabwägung zwischen den Interessen und berechtigten Anliegen der Mutter und den ebenfalls berechtigten Anliegen des werdenden Kindes. Die Interessen des Kindes sehe ich nicht gewichtet. Auch der Kommissionssprecher hat nie von den Interessen des Kindes gesprochen. Wir haben gestern mit gutem Grund die Parlamentarische Initiative Marty Dick überwiesen, wonach Tiere keine Sache sind, sondern als gefühlsmässige Wesen ebenfalls eines Schutzes bedürfen. Das war richtig. Aber bezüglich des menschlichen Lebens vermisse ich heute diese Argumentation sowie die Konsequenz, wie wir dem Rechnung tragen. Ich möchte kurz auf die Voten von Herrn Studer und Frau Brunner eingehen. Sie haben den Rechtsstaat angerufen und sinngemäss gesagt, ein Rechtsstaat messe sich daran, dass er die persönliche Freiheit respektiere. Herr Jenny ist noch weiter gegangen. Er hat gesagt, die Betroffenheit sei das ganz zentrale Element. Die betroffene Frau alleine könne und solle entscheiden. Diese Bedürfnisse und Anliegen gewichte ich hoch. Die Würde der Frau hat einen hohen, einen mit entscheidenden Stellenwert. Aber wer nimmt die Interessen des Kindes wahr? Wer trägt diesen Rechnung, wenn es einen Interessenkonflikt gibt? Diese Frage ist zur Hauptsache leider noch ausgeklammert. Der Konflikt ist einseitig gelöst, indem die Würde und die Entscheidungsfreiheit der werdenden Mutter alleine und jene des Kindes nicht mit entscheidend sind.

2. Die Mutter wird nach den vorliegenden Lösungen im schwierigen Entscheid am Schluss hauptsächlich allein gelassen. Vor allem Männern macht es die heute vorgesehene Lösung leicht, sich aus der Verantwortung zu stehlen und die Sache der Frau zu überlassen.

3. Es missfällt mir die Reduktion dieser sehr heiklen und tief gehenden Frage auf das Strafrecht. Eine umfassende Beratung und Hilfe, auch eine materielle Unterstützung, so wie sie im Rückweisungsantrag angeregt worden ist, gehören für mich ebenfalls zu einer Regelung des Schwangerschaftsabbruches. Diese ist nicht da, sie ist nicht einmal eingeleitet. Eine Bestrafung der Frau scheint mir ohnehin höchst problematisch. Sie führt uns nicht ans Ziel. Aber die wirksame Hilfe, die Unterstützung fehlt.

4. Ich gestatte mir die Feststellung, dass auch die von der Mehrheit beantragte Gesetzeslösung in vielen Punkten nicht überzeugt. Ich greife ein Beispiel heraus: Der Schwangerschaftsabbruch ist dann gestattet, wenn eine Notlage der Frau besteht. So wird deklamiert. Aber was heisst "Notlage"? Die Notlage wird auf eine bloss schriftliche Erklärung der Frau reduziert. Damit wird sie zur recht oberflächlichen Lösung, die nicht zu überzeugen vermag. Sie haben recht gesagt, Herr Pfisterer, zwischen der Mehrheit und der Minderheit besteht eigentlich keine echte Variante. Es geht nur um die Frage: Soll die Beratung obligatorisch sein, oder soll sie nicht obligatorisch sein? Im Übrigen sind beides inhaltlich Fristenregelungen.

Ich glaube, wir haben heute eine Chance verpasst, eine wirkliche Variante, eine Alternative vorzulegen, die den heutigen, faktisch rechtsfreien Zustand wieder in geordnete Bahnen lenkt, die durchaus anspruchsvoll zu finden sind. Eine verbesserte Indikationenlösung, die aber gleichzeitig eine umfassende Beratung und einen Schutz der Mutter und des werdenden Kindes vorsieht, hätte überzeugen können. Sie hatte in der Kommission für Rechtsfragen keine Chance, wie wir aus der Diskussion gehört haben. Auch Herr Schmid Samuel hat seinen Antrag, den er in der Sommersession eingereicht hat, für die heutige Sitzung nicht mehr aufrechterhalten, weil dieser hier offensichtlich keine Chance hat. Deshalb bleibt uns nur die Abstimmung über



die vorliegenden Anträge, allenfalls der Abstimmungskampf, wenn die Vorlagen nicht bereits in diesem Saal durch die Schlussabstimmungen fallen. Ich bedaure das, aber wenn es hier keine befriedigende Lösung gibt, können wir uns davon nicht entbinden. Eine neue Regelung soll nicht einfach die heutige, unbefriedigende Situation legalisieren, sondern neue, verbesserte Bahnen finden. Das wäre unsere Aufgabe.

Forster-Vannini Erika (R, SG): Ich bin unserer Redaktionskommission dankbar, dass sie die Frage der Fristenregelung beim Abbruch einer Schwangerschaft erneut in unseren Rat gebracht hat und es uns dadurch möglich ist, die heikle Frage der Strafbarkeit eines Abbruchs noch einmal zu diskutieren. Die Fristenregelung ohne zusätzliche Indikationen bietet Gewähr für einen Eingriff mit möglichst geringen medizinischen Komplikationen. Sie ist auch Ausdruck des Selbstbestimmungsrechtes der Frau. Dazu gibt es, Herr Kollege Frick, meiner Meinung nach keine Alternative, wohl aber die Verantwortung der Frau, damit fertig zu werden. Dazu braucht sie die Unterstützung ihrer Nächsten, aber auch die des Staates, nämlich die Straffreiheit für ihr Tun und den Respekt vor ihrer Entscheidung.

Der Antrag der Mehrheit, den Arzt dazu zu verpflichten, auf das Beratungsangebot hinzuweisen und in einem Gespräch die notwendigen Informationen abzugeben, ist zielführend; ich bitte Sie eindringlich, dieser Lösung zuzustimmen, denn Beratung kann zwar angeboten, darf aber nicht aufgezwungen werden. Dies scheint mir wichtig und kann nicht genug betont werden. Die Hilfe, das bezeugt Ihnen jede beratende Person, wird vom Empfänger oder der Empfängerin definiert. Wer keine Hilfe will und keinen Rat sucht, wird die Hilfe als unerwünschte Einmischung empfinden. Das aber ist kontraproduktiv und führt nicht zum Ziel. Das vorgeschlagene Schutzmodell mit obligatorischer Beratung ist daher letztlich sinnlos. Wenn wir und später möglicherweise auch das Volk dies so beschliessen, werden sich die Frauen wohl oder übel diesem Zwang unterziehen. Ob damit aber vielen unerwünschten Kindern das Leben geschenkt wird, wage ich zu bezweifeln.

Mit dem Minderheitsantrag führen wir – wir haben das heute schon häufig gehört – gewissermassen durch die Hintertür wieder die Strafbarkeit des Schwangerschaftsabbruches und eine Bevormundung der ungewollt Schwangeren ein. Mehr noch: Mit der in Artikel 119 Absatz 2 gewählten Formulierung wird nicht der Schwangerschaftsabbruch als solcher, sondern das Unterlassen der Beratung bestraft. Die zwingend vorgeschriebene Inanspruchnahme der Beratung greift meiner Meinung nach gar in die von der Bundesverfassung geschützte persönliche Freiheit der Frau ein. Schon deshalb ist sie abzulehnen. Was, wenn sich die Frau nur zwei Tage vor dem geplanten Eingriff beraten lässt? Muss dann ein Arzt oder eine Ärztin die schwangere, Hilfe suchende Frau tatsächlich vor die Tür setzen, wenn er nicht mit Busse oder Gefängnis bestraft werden will? Weshalb, frage ich mich, sollen wir im Gesetz ausgerechnet eine Frist von drei Tagen verankern? Darauf habe ich bis heute keine vernünftige Antwort gefunden.

Dass sich Jugendliche an eine für sie spezialisierte Beratung wenden müssen, wie es die Mehrheit in Artikel 120 vorsieht, finde ich sinnvoll. Jugendliche bedürfen in derart schwierigen Situationen besonderer Unterstützung, Aufmerksamkeit und Beratung, die zur Festigung der eigenen Meinung führt.

Ich ersuche Sie, der Mehrheit der Kommission zu folgen und dieses schwierige Kapitel einer würdigen Lösung zuzuführen, die vom Respekt gegenüber den Frauen und ihrer Entscheidungsfähigkeit auch in schwierigsten Lebenssituationen getragen wird.

Schmid Samuel (V, BE): 1. Vorweg erlaube ich mir, etwas zum Rückweisungsantrag Reimann zu sagen. Ich werde ihn unterstützen, nur aus einem Grund: Der Ständerat sollte

AB 2000 S 543 / BO 2000 E 543

mindestens bewusst den Entscheid fällen, dass man hier beim StGB eine weitere Sünde begeht, indem man Regelungen ins Strafgesetzbuch aufnimmt, die, so glaubte ich bisher, mindestens vonseiten des Ständerates nicht eingeführt würden. Ich sehe durchaus den Prozess, den Verfahrensablauf, und kann da ein gewisses Verständnis aufbringen. Wenn wir aber eine systematisch korrekte Gesetzgebung machen wollen, dann ist das nicht der Weisheit letzter Schluss. Meines Erachtens ist das ein Sündenfall, es braucht einen eigenen Erlass – eine Nachbesserung könnte hier ohne Not stattfinden.

2. Das kündige ich ebenfalls vorsorglich an und unterstütze Herrn Kollege Hofmann: Beim Verfahren besteht jetzt – unabhängig von der Rückweisung – das Risiko, dass der Bundesrat sich aus der Pflicht stiehlt. Es ist eine Konsequenz der Parlamentarischen Initiative. Diese kam vom Parlament, wird jetzt von ihm behandelt – und irgendeinmal muss das Ergebnis dann als indirekter Gegenvorschlag der Volksinitiative gegenübergestellt werden. Das schliesse ich jetzt mindestens aus der Äusserung, die ich vom Kommissionspräsidenten und aus der Presse habe, wonach der Bundesrat der Volksinitiative keinen eigenen Gegenvorschlag entgegensetzen wolle. Zu diesem Zeitpunkt erwarte ich also, dass sich der Bundesrat dann materiell klar äussert und dazu bekennt, ob das hier vorliegende Resultat auch sein Gegenvorschlag ist. Sonst müsste er einen eigenen





Gegenvorschlag machen.

3. Noch eine Verfahrensfrage: Letztmals gingen wir – ich selbst wie auch die Mehrheit hier im Rat – tatsächlich davon aus, dass wir bei der nächsten Behandlung der Vorlage bereits den Vorschlag der Koordination vor uns hätten. Das ist derzeit nicht ausgeschlossen, aber mindestens liegt sie jetzt noch nicht vor. Denn jetzt werden wir den Erlass verabschieden, er wird wieder an den Nationalrat zurückgehen. Wäre der Nationalrat bei der Volksinitiative der Erstrat, was er üblicherweise ist, so könnte die Gegenüberstellung dann erfolgen. Wenn man dieses Geschäft jetzt aber mit der gleichen Dringlichkeit behandelt, dann haben wir am Schluss gleichwohl wiederum divergierende Abschlusszeitpunkte. Über die Koordination im Büro müsste dann mindestens sichergestellt werden, dass der Beschluss des Ständerates hier beachtet wird, damit wir am Schluss auf der einen Seite die Initiative und auf der anderen den direkten oder, wie es jetzt aussieht, den indirekten Gegenvorschlag haben, damit das Volk hier gleichzeitig klar über die Konzeptionen entscheiden kann.

Soweit eine Vorbemerkung zum Formellen, jetzt zum Materiellen: Sie sehen aus meinem Antrag, dass ich mich grundsätzlich zur Mehrheitsfassung bekenne. Das ist nicht derart erstaunlich, wie da etwa gesagt wurde. Ich verweise auf mein letztes Votum, in dem ich ausdrücklich den Rückweisungsantrag mit der Pflicht zur verbesserten Rechtsgüterabwägung gemäss der Praxis zur EMRK begründet habe. Ich habe damals festgestellt, dass nach dieser Praxis der Schwangerschaftsabbruch nicht ausschliesslich als Privatangelegenheit der Schwangeren betrachtet werden darf, was er mit der reinen Fristenlösung wäre. Angesichts grundrechtlicher Ansprüche der Frau wäre andererseits aber auch ein absolutes oder beinahe absolutes Verbot des Schwangerschaftsabbruches unzulässig. Also geht es darum, die Grundkonzeption zu wählen (Indikationen- oder Fristenlösungsmodell) und diese anzureichern oder ebenfalls zu relativieren.

Die Kommission hat das getan. Ich bin dem Präsidenten dafür dankbar, dass er mindestens heute anerkennt, dass eine gewisse Wertschöpfung noch stattfinden konnte, nachdem nach dem letzten Entscheid die Enttäuschung gross war und man den Rat primär deswegen rügte, weil er das Problem verschoben habe. Wie wir jetzt sehen, war dem nicht so, sondern es scheint sich abzuzeichnen, dass sich eine Mehrheit wird finden können, und zwar für eine Vorlage, die sich bezüglich des Schutzes auf einem höheren Niveau bewegt, als das vorher der Fall war. Dafür bin ich dankbar. Ich anerkenne, dass ein schriftliches Begehren der schwangeren Frauen für den Schwangerschaftsabbruch verlangt wird, dass man sich auf eine Notlage berufen muss, dass eine eingehende Beratung stattfinden muss und dass schliesslich die fehlende Beratung strafbewehrt ist – der Arzt macht sich demnach strafbar, wenn er diesen Anforderungen nicht genügt.

Schliesslich wird die Beratung präzisiert, indem sie "eingehend" sein muss. Das Gesetz selber gibt hier Ansatzpunkte, wenn gesagt wird, dass über gesundheitliche Risiken des Schwangerschaftsabbruches Auskunft gegeben werden muss und dass auch über die Möglichkeiten, die soziale Härte abzuwenden, orientiert werden muss.

Dabei gehe ich davon aus, dass man die Begriffe so versteht, wie sie im Gesetz stehen. Ich will das mindestens zu Protokoll geben: Ich benutze das Wörterbuch, das hier in der Bibliothek steht. Unter "Notlage" versteht man eine Bedrängnis, eine schwierige, schlimme Lage und nicht irgendeine Laune. Unter "eingehend" versteht man ins Einzelne gehend, ausführlich, genau, sorgfältig eine Angelegenheit prüfen.

Ich habe Mühe zu begreifen, dass hier ein Unterschied zu "umfassend" (Minderheit) bestehen soll. Deshalb lag es mir daran – hier auch für die Materialien –, mein Verständnis von diesem von der Kommissionsmehrheit vorgelegten Text darzutun. Wenn wir uns schon die Pflicht auferlegt haben, hier eine Rechtsgüterabwägung vorzunehmen, dürfen wir das nicht mit Leerformeln tun, sondern müssen das effektiv mit Begriffen tun, die doch eine gewisse Bedeutung haben.

Ich gehe im Übrigen davon aus, dass ein Leitfaden nicht wenige Minuten vor dem Abbruch abgegeben werden kann, wenn der Gesetzgeber letztendlich davon spricht, dass einer abzugeben sei. Sonst müsste man das streichen. Es wäre unredlich, wenn hier im Text einerseits von dieser Pflicht gesprochen würde und diese andererseits zur reinen Formalität verkommen würde.

Ich gehe davon aus, dass sich der Rat zur allgemein üblichen Interpretation des Textes bekennt, wenn er sich zu diesem Text bekennt, sonst würde ich erwarten, dass hier ein anderer Text vorgelegt wird. Dann könnten wir wieder Gleiches mit Gleichem vergleichen.

Damit wird der Entscheid nach meinem Dafürhalten doch zum bewussten Entscheid der Mutter. Ihr obliegt der Entscheid in jedem Modell, auch im Minderheitsmodell. Letztlich ist der Entscheid immer der Entscheid der Mutter, das wird auch von der Minderheit gesagt. Es liesse sich theoretisch, ich habe das schon letztmals ausgeführt, eine Variante mindestens denken. Man schafft eine dritte Stelle, die eine Erlaubnis abgeben müsste. Aber stellen Sie sich vor: Das Kind, das Leben ist konzipiert, und jetzt beginnen wir da mit unseren rechtsstaatlichen Verfahren. Ich hätte allein schon die grösste Befürchtung, dass das innert 14 Wochen – oder innert 12 Wochen, wie ich dann letztlich hoffe, Herr Pfisterer – nicht möglich ist.



Hier müssen wir uns auch bewusst sein, was diese Lösung für Konsequenzen hat.

Letztlich kommen wir halt immer wieder darauf zurück, dass wir hier in einer sehr eigenen, speziellen Situation sind. Es geht nicht, wie wir uns das sonst üblicherweise gewohnt sind, dass wir hier einen absolut unbeteiligten Dritten an die Seite stellen können. Es ist, das wurde hier nie anders gesagt, immer ein Entscheid der Frau. Die Pflicht des Gesetzgebers ist es aber, hier dazu beizutragen und zu helfen, dass die Verantwortlichkeit entsprechend hoch angesetzt wird und sich verantwortungsbewusste Persönlichkeiten auch nicht derart verlassen fühlen müssten, wie es, mindestens für viele von den Betroffenen, bei der reinen Fristenlösung der Fall wäre.

Wenn ich die beiden Modelle, die wir dann zur Abstimmung haben, gegenüberstelle, muss ich sagen, dass ich heute Morgen etwas beruhigt worden bin. Ich habe gestern Nachmittag den Text dreimal gelesen und kam zum Schluss, dass die Mehrheitsfassung eine höhere Hürde setzt als diejenige der Minderheit. Ich war beruhigt durch das Votum von Herrn Pfisterer, der, anders als ich, in der Kommission war. Im Text der Minderheit steht nirgends – und das Gesetz wird immerhin primär nach dem Text ausgelegt –, das Ganze sei

AB 2000 S 544 / BO 2000 E 544

zielorientiert, aber ergebnisoffen – was das insgesamt auch alles heissen mag – zu führen, wie das gesagt worden ist. Alle diese Voraussetzungen, also beispielsweise die eingehende Beratung, sind im Alternativmodell nicht enthalten.

Dann das "Bundesgesetz über den Schwangerschaftsabbruch": Der gleichen Konzeption folgend, wonach die Verantwortung immer bei der Mutter bleiben muss, ist in diesem Bundesgesetz zu lesen, dass ein Anspruch auf unentgeltliche Beratung und Hilfe bestehe, dass das Amts- und Berufsgeheimnis bestehe. In Bezug auf den materiellen Inhalt wird dann gesagt, die Hilfesuchenden würden über die privaten und öffentlichen Hilfen, auf die sie bei Fortsetzung der Schwangerschaft zählen könnten, über die medizinische Bedeutung des Schwangerschaftsabbruchs und über die Schwangerschaftsverhütung orientiert. Aber von der hehren und auch für mich hohen Zielsetzung, die Interessen des Kindes zu wahren, sehe ich nichts im Text.

Wenn ich auf dieser sachgemäss unvollkommenen Basis den ethischen Anspruch möglichst hoch setzen will, komme ich doch zur Ansicht, dass die Mehrheit dem näher kommt. Wobei – das ist der Grund meiner Anträge – ich mindestens mithelfen möchte sicherzustellen, dass das dann keine Leerformeln sind. Darin liegt letztlich ja das Risiko, denn wir haben auch jetzt ein klares Gesetz, aber es wird überhaupt nicht beachtet.

So komme ich zum Schluss, dass wir mit dem Mehrheitsantrag doch einiges mehr haben als vorher, dass die Kritik, die ich dem reinen Fristenlösungsmodell des Nationalrates entgegengesetzt hatte, im zweiten Umgang ernster genommen wurde, dass ich mich aber auch hier bemühen möchte, noch eine Nachbesserung einzubringen.

Ich glaube, dass diese Nachbesserung aus folgendem Grund nötig ist: Wenn der Staat schon eine gewisse Garantie abgeben will, dass hier die ethische Schwelle für den Schwangerschaftsabbruch höher gesetzt und dieser Schritt nicht der reinen Willkür anheim gestellt werden soll, so müssten wir hier doch eine gewisse formelle Schranke setzen, indem beispielsweise die Abtreibungen nicht überall vorgenommen werden können. Der Staat darf sich jetzt mit dem Erlass der Gesetzgebung nicht aus der Pflicht ziehen, sondern er hat – soweit ihm das möglich ist – eine minimale Voraussetzung zu schaffen, damit wir die Entwicklung verfolgen können. Sie können mir vorwerfen, diese sei ebenfalls unvollkommen, aber wenn Sie eine bessere vorschlagen, bin ich sofort auf Ihrer Seite.

Ich meine, dass über diese beiden Anträge abzustimmen ist; ich werde sie dann nicht mehr speziell begründen müssen. Nachdem die CVP-Fraktion jetzt eine Bestimmung, die von öffentlichen Spitälern spricht, zurückzieht, scheint es mir zur Konzeption zu gehören, dass wir hier die Kantone verpflichten sollten, entsprechende Kliniken bzw. Stellen zu bezeichnen, die diese Schwangerschaftsabbrüche vornehmen könnten. Das können öffentliche oder private sein; ich sage in einer Klammerbemerkung, dass der Begriff "Klinik" möglicherweise unscharf ist, jedenfalls wird mir das von den französischsprachigen Kolleginnen und Kollegen gesagt. Hier geht es mir darum – allenfalls kann der Zweirat diesbezüglich noch eine schärfere Bestimmung einzuführen –, dass es autorisierte Stellen sind. Diese werden die Schwangerschaftsabbrüche vornehmen und – anonym selbstverständlich, unter Wahrung des Arztgeheimnisses – zu melden haben. Denn auch hier sind wir heute weitgehend im Ungewissen darüber, was da passiert. Das Parlament wird sich dann, je nachdem, was hier letztlich sichtbar wird, auch wieder über die Problematik und vielleicht auch über die Verstärkung der Begleitmassnahmen unterhalten müssen.

Das ist der Hintergrund meiner "Anreicherung" des Mehrheitsmodells. Ich bitte Sie, diese Anträge zu unterstützen.

Noch ein Letztes: Ich gehe nach dem altrömischen Grundsatz vor, dass wir das, was wir tun, klug zu überlegen



haben – soweit das möglich ist selbstverständlich – und dann auch das Ende ansehen sollten. Ich habe mir auch überlegt, ob der Status quo das Beste wäre. Aber der Status quo in der jetzigen Ausführung ist natürlich nicht befriedigend. Es wurde der Begriff "heuchlerisch" verwendet. Jedenfalls ist er eines Rechtsstaates unwürdig.

Dann gibt es die Alternative des absoluten Verbotes, wie die Volksinitiative es vorsieht. Da habe ich Probleme mit der Menschenrechtskonvention. Das scheint die Abwägung auch nicht getroffen zu haben.

Ich habe mir überlegt, ob ich den in der letzten Session als Eventualantrag eingereichten Antrag des erweiterten Indikationenmodells wieder zur Diskussion bringen will. Das musste ich letztes Mal tun, weil ich keine Variante hatte, wie sie heute zur Verfügung steht. Da bin ich vielleicht insoweit "geschädigt", als ja diese Diskussion im anderen Rat bereits geführt worden ist. Der Antrag, und zwar der wörtlich gleiche Antrag, den Kollegin Sandoz damals eingereicht hatte, wurde dort diskutiert. Man kann sein Schicksal hier eigentlich auch voraussehen. Also musste ich mich dazu durchringen – wie ich sage –, die heutige Situation auf eine rechtsstaatlich vertretbare Art zu optimieren.

Umso mehr, als ich auch nicht so sicher bin – aber das ist spekulativ, und diesbezüglich mögen verschiedene Urteile gefällt werden –, dass die erweiterte Indikation in einer Volksabstimmung durchkommen würde, denn abstimmen wird auch eine junge Generation, die nicht nur Personen von 20 bis 25 Jahren umfasst, die sich ganz offensichtlich ein eigenes Bild von der Situation macht. Mir scheint, dass jetzt die angereicherte Mehrheitsmeinung auch im Volk mehrheitsfähig ist.

Ein letztes Bild: Es geht ja um Menschenleben. Ich habe mir bei der Verarbeitung des Filmes "Schindlers Liste" die Frage gestellt, wie Schindler sich hätte verhalten sollen. Wenn er das Regime von Anfang an bekämpft hätte, was a priori am nächsten liegt, wäre ihm die Rettung nie möglich geworden. Wenn er nichts unternommen hätte, wäre er mitschuldig geworden. Also hat er aus der Not eine Tugend gemacht bzw. aus der Situation heraus doch noch die Chance ergriffen, zahlreiche Menschenleben zu retten. Ich habe den Eindruck, dass wir doch einen gewissen Fortschritt erzielen, wenn die heutige Praxis durch die angereicherte Mehrheitsmeinung verschärft wird. Das ist mehr als das, was heute praktiziert wird.

Deshalb werde ich – ich hoffe, nach Zustimmung zu meinen Anträgen – der Mehrheit zustimmen können, mit all den Wenn und Aber, die auch ich selbstverständlich nach wie vor anbringen könnte. Wie das aber häufig ist: Wenn wir ethische Sachverhalte rechtlich fassen müssen, sind unsere Werkzeuge immer ungenau.

David Eugen (C, SG): Ich glaube, wir stimmen alle darin überein, dass der Schwangerschaftsabbruch die Rechtsordnung vor ein schwerwiegendes Problem stellt, nämlich vor das Problem, dass zwei hochwertige Schutzinteressen miteinander in Konflikt geraten: auf der einen Seite das Selbstbestimmungsrecht der Frau, auf der anderen Seite das Lebensinteresse des werdenden Kindes. Das ist von allen Votanten auch so eingebracht worden.

Mit den Vorschlägen, die uns jetzt unterbreitet werden – und darin stimmen wir, so glaube ich, auch alle überein; ich sehe das jedenfalls auch im Minderheitsantrag –, wird das Selbstbestimmungsrecht der Frau anerkannt. Das scheint mir ganz wichtig, denn das ist eine Veränderung gegenüber der heutigen Rechtslage. Die heutige Rechtslage anerkennt das Selbstbestimmungsrecht der Frau nicht. In jedem Fall wäre es daher falsch, nichts zu tun und es beim bestehenden Zustand zu belassen.

Wir unterscheiden uns in der Frage, wie die Lebensinteressen des werdenden Kindes geschützt werden. Wenn ich die Anträge von Mehrheit und Minderheit betrachte, stelle ich fest, dass die Mehrheit auch der Meinung ist, dass es nicht richtig wäre, überhaupt keinen Schutz für das Lebensinteresse des werdenden Kindes vorzusehen. Eine reine Fristenlösung, die einfach in den ersten 12 oder 14 Wochen nichts zum Schutze des Kindes vorkehrt, das ist offenbar auch nicht die Meinung der Mehrheit.

Wenn wir beide Anträge vergleichen, gibt es aber einen deutlichen Unterschied im Schutzgrad, den die Minderheit

AB 2000 S 545 / BO 2000 E 545

respektive die Mehrheit dem werdenden Leben zukommen lassen will. Darum verstehe ich das Votum von Kollege Schmid Samuel nicht so ganz, wenn er als Vertreter der Indikationenlösung auf die Linie der Mehrheit einschwenkt, denn die Schutzwirkung für das werdende Leben ist im Modell der Minderheit grösser. Ich möchte das aufzeigen.

Vorher möchte ich noch betonen, dass die Lösung der Minderheit nicht eine Lösung ist, die irgendwo in einem bestimmten kleinen Zirkel einmal geboren worden ist. Diese Lösung geht letztlich auf einen sehr sorgfältig abgewogenen Entscheid zurück, der nach einer sehr langen Debatte des deutschen Bundesverfassungsgerichts zustande kam. Man kann das so beurteilen, dass man sagt, das gehe uns an sich nichts an, wir hätten wieder



eine andere Wertordnung. Ich möchte aber von mir aus sagen, dass mir sehr wichtig war, dass einerseits die Evangelische Kirche in Deutschland und auch die Deutsche Bischofskonferenz diese Lösung, die nach einer langen Diskussion zustande gekommen ist, mitgetragen haben und immer noch mittragen. Sie ist also einer sehr sorgfältigen, auch ethischen Bewertung unterzogen worden. Daher ist die Lösung der Minderheit eine erprobte und auch im Diskurs lang erwogene Lösung.

Mehrheit und Minderheit unterscheiden sich in folgenden Punkten bezüglich des Schutzes des Interesses des Kindes:

1. Die Mehrheit – das ist ein zentraler Punkt – nimmt nur den abtreibenden Arzt in die Pflicht und die Mutter überhaupt nicht.

Das ist für mich ein Kernpunkt. Darüber muss man wirklich ernsthaft diskutieren: Darf man die Mutter mit in die Pflicht nehmen? Darf man ihr überhaupt, von der Rechtsordnung her, angesichts ihres Selbstbestimmungsrechtes auch eine Pflicht auferlegen? Ich bin folgender Meinung: Wenn man wirklich davon ausgeht, dass zwei hochwertige Interessen einander gegenüberstehen, dann müssen alle in diesen Prozess involvierten Beteiligten mit einbezogen werden, d. h., auch der Mutter muss eine gewisse Pflicht auferlegt werden. Die Ernsthaftigkeit der Beurteilung muss von ihr als Pflicht akzeptiert werden. Ich finde es keine unzumutbare und keine in ihr Selbstbestimmungsrecht eingreifende Massnahme, wenn man die Ernsthaftigkeit dieser Beurteilung als Pflicht statuiert.

2. Es geht darum, welchen Umfang dieser Beurteilungsvorgang hat. Während die Mehrheit nur den Arzt einbezieht, schlägt die Minderheit eine Lösung vor, die Arzt und Frau einbezieht; in Artikel 120 kommt jeweils der Umfang dieser Pflicht zum Ausdruck.

Die Mehrheit hat dem Arzt zwei Pflichten auferlegt, einmal die Pflicht, ein schriftliches Gesuch entgegenzunehmen. Ich möchte da betonen – das ist ein Unterschied auch zu dem, was Kollege Samuel Schmid gerade gesagt hat –, dass es in Artikel 120 nur um die Entgegennahme des Gesuches geht, aber es ist keine Notlage zu prüfen. Der Arzt hat die Notlage nicht zu prüfen, und die betroffene Frau hat die Notlage nicht geltend zu machen. Für mich ist dieses Einbringen der Notlage in Artikel 119 auch unverstänglich, wenn es nicht in Artikel 120 wieder aufgenommen wird. Das müsste konsequenterweise vorgenommen werden.

Zweitens wird dem Arzt die Pflicht auferlegt zu beraten. Ich finde die inhaltliche Bestimmung der Beratung im Antrag der Mehrheit gut. Eigentlich verstehe ich auch die Pflichten, die die Beratungsstellen nach der Minderheitsfassung haben, inhaltlich so, wie sie die Mehrheit formuliert. Diese Beratungspflichten sollen auch wahrgenommen werden. Der entscheidende Punkt, an dem der Mehrheitsantrag krankt: Der abtreibende Arzt soll zugleich Berater sein. Ich denke, mit dieser Lösung werden wir den legitimen Schutzinteressen des Kindes nicht gerecht. Man kann nicht denjenigen, der nachher die inkriminierte Handlung vornimmt, die an sich unter Strafandrohung steht, zugleich zum Berater machen für die Frage, ob jetzt diese Handlung durchgeführt werden soll oder nicht. Ich denke, hier wird unnötig ein zusätzlicher Interessenkonflikt in diesen Vorgang und in diese schwierige Situation eingebracht.

Der Minderheitsantrag überweist demgegenüber, und das ist für mich der entscheidende Vorteil dieser Lösung, die Beratung an eine unabhängige Stelle, unabhängig von jener, die die Abtreibung vornimmt. Das ist für mich ein entscheidender Punkt. Inhaltlich bin ich aber der Meinung, dass die Beratung, die dort stattfinden soll, genauso formuliert werden kann, wie das die Mehrheit vorschlägt – mit dem Unterschied eben, dass dies nicht der abtreibende Arzt ist.

Wenn wir die beiden Lösungen vergleichen, kommen wir zum Schluss, dass es zwei Unterschiede gibt, die für die Wahrung des Lebensinteresses des Kindes wesentlich sind, weswegen der Minderheitsantrag den Vorzug verdient: einmal der grundsätzliche Miteinbezug der Frau; zweitens die Unabhängigkeit der Beratungsstelle und der Beratung von der Abtreibung.

Das sind zwei ernsthafte Massnahmen, um dem Interessenkonflikt zwischen dem Selbstbestimmungsrecht der Frau einerseits und dem Lebensinteresse des werdenden Kindes andererseits gerecht zu werden. Daher ist der Antrag der Minderheit für mich eine wohl abgewogene und auch von langer Hand erarbeitete Lösung, von der wir uns nur entfernen sollten, wenn wir wirklich etwas Besseres für unser Land herausfinden. Die anderen Anträge, die jetzt auf dem Tisch liegen, sind nicht besser als diese Lösung, die eigentlich weitgehend Anerkennung gefunden hat.

Daher empfehle ich Ihnen, der Minderheit zuzustimmen.

Bürgi Hermann (V, TG): Es sind zwei Gründe, die mich nach dem Verlauf dieser Debatte veranlassen, noch etwas zu bemerken. Der eine Auslöser ist die Qualifikation oder – man kann es auch so sagen – die Abqualifikation der Arbeit der vorberatenden Kommission, und der zweite ist die meines Erachtens dem Antrag der Minderheit nicht gerecht werdende Würdigung.



1. Zur Kommissionsarbeit: Ich möchte ganz klar festhalten, dass wir uns des Auftrags, der uns im Rahmen des Rückweisungsantrages erteilt worden ist, angenommen haben. Der Rückweisungsantrag hat uns beauftragt, im Sinne einer noch einmal vorzunehmenden, eingehenden Rechtsgüterabwägung eine Lösung zu treffen. Auf diese Rechtsgüterabwägung komme ich dann im Zusammenhang mit dem Antrag der Minderheit noch zu sprechen. Im Weiteren war uns die Frage aufgegeben, ob wir allenfalls diese Lösung in Form eines speziellen Gesetzes, wie das jetzt auch der Rückweisungsantrag Reimann wieder vorsieht, treffen wollen. Wir sind zum Schluss gekommen – und es war für uns keine Frage –, dass es hier primär um die Revision des Strafgesetzbuches geht und dass wir das im Rahmen des Strafgesetzbuches lösen müssen.

Man kann jetzt schon erklären, wir hätten dieses und jenes noch prüfen können. Ich sage Ihnen: Hier liegen Lösungen vor – ob das nun der Antrag der Mehrheit oder der Antrag der Minderheit ist –, für die wir diese Rechtsgüterabwägung vorgenommen haben und die sich deshalb auch ganz klar von dem unterscheiden, was als Ergebnis der nationalrätlichen Beratung herausgekommen ist, nämlich eine reine Fristenlösung.

Es trifft deshalb nicht zu, dass wir uns diese Aufgabe zu leicht gemacht hätten. Im Übrigen hätte ja Herr Frick noch die Möglichkeit gehabt, hierzu einen besseren Vorschlag einzubringen. Das wäre ihm immerhin unbenommen gewesen; soviel zur Kommissionsarbeit.

2. Es wird jetzt erklärt, dass das Beratungsmodell, so, wie es die Minderheit vorschlägt, weniger weit, weniger gut und weniger eingehend sei als jenes der Mehrheit. Wir sind uns ja bewusst, dass diese Rechtsgüterabwägung zwischen den Interessen der Frau und dem Schutz des ungeborenen Kindes stattfinden muss. Das Modell der Minderheit scheint sich mir – das hat auch Kollege David dargelegt – ganz entscheidend vom Modell der Mehrheit zu unterscheiden. Das Modell der Minderheit schafft zwischen der Absicht der Frau, einen Eingriff in Erwägung zu ziehen oder vornehmen zu lassen und der tatsächlichen Vornahme, eine echte Zäsur – eine echte Zäsur! –, indem die Frau sich noch an eine aussenstehende Beratungsstelle wenden muss. Damit findet auch eine echte Denkpause statt. Ich meine, das ist nicht einfach eine Alibiübung, sondern damit wird sichergestellt,

AB 2000 S 546 / BO 2000 E 546

dass tatsächlich eine Denkpause, eine Zäsur, eine Abwägung stattfinden muss.

Wenn nun erklärt wird, das sei weniger, muss ich doch darauf hinweisen, dass im Minderheitsantrag klar gesagt wird, diese Beratung müsse durch eine staatlich anerkannte Beratungsstelle – im Sinne des Bundesgesetzes über die Schwangerschaftsberatungsstellen – erfolgen. Kollege Pfisterer hat sich ausgedrückt, als seien diese Beratungsstellen gleichsam eine private Angelegenheit. Das sind sie aber nicht, sondern es gibt ein Bundesgesetz, welches vorsieht, dass solche Beratungsstellen eingerichtet werden und dass ihnen das nötige Geld zur Verfügung gestellt wird. In Artikel 1 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schwangerschaftsberatungsstellen ist der Auftrag formuliert. Die Ratsuchenden "werden über die privaten und öffentlichen Hilfen, auf die sie bei Fortsetzung der Schwangerschaft zählen können, über die medizinische Bedeutung des Schwangerschaftsabbruchs und über die Schwangerschaftsverhütung orientiert".

Dieser Auftrag ist klar und eindeutig. Es war auch schon zu lesen, die Beratungsstellen seien untauglich oder kämen ihrer Pflicht nicht nach. Davon weiss ich zwar nichts, aber wenn dem so wäre, dann müssten wir die Kantone in die Pflicht nehmen. Die Kantone haben dafür zu sorgen, dass die Schwangerschaftsberatungsstellen im Sinne dieses Gesetzes ausgestattet, ausgerüstet und dotiert sind und dass sie ihre Aufgabe wahrnehmen. Wenn die Kantone ihrer Pflicht nachkommen, dann ist es ein himmelweiter Unterschied, ob eine Beratung bei einer solchen Beratungsstelle erfolgt, oder ob sie beim Arzt zwischen Tür und Angel vorgenommen wird – auch wenn es beim Arzt natürlich nicht so sein muss.

Diese Überlegungen bringen mich zum Schluss, dass das von der Minderheit beantragte Modell die Rahmenbedingungen auf Gesetzesstufe setzt und damit eine echte Rechtsgüterabwägung sicherstellt. Deshalb bin ich der Meinung, dass damit ein Modell vorliegt, das Unterstützung verdient.

Ich bin auch klar der Meinung, dass wir den Status quo nicht stehen lassen können, bin aber der Meinung – anders als Kollege This Jenny –, dass das in einer Gesellschaft nicht einzig und allein der Betroffenen überlassen werden kann, sondern dass sie bei dieser schwierigen Entscheidung auch eine Unterstützung braucht. Das ist kein Dreinreden. Dieses Beratungsmodell, wie es die Minderheit beantragt, ist ein Unterstützungsangebot.

Wenn ich zum Schluss eine Würdigung vornehme, muss ich sagen, dass der Antrag der Mehrheit für mich eine "Beratung light" und der Antrag der Minderheit ein echtes Beratungsmodell ist.

Ich ersuche Sie deshalb, sich dem Antrag der Minderheit anzuschliessen.

Bieri Peter (C, ZG): Ich hatte an sich vor, mein Votum bei der Gegenüberstellung von Mehrheit und Minderheit zu Artikel 119 darzulegen. Nachdem nun aber eine generelle Debatte geführt wird, möchte ich an dieser Stelle



vor allem meine Kritik am Mehrheitskonzept darlegen. Diesbezüglich gibt es meiner Meinung nach primär zwei Punkte zu reklamieren:

1. Es wird festgehalten, dass der Abbruch vorgenommen werden kann, wenn sich die Frau auf eine Notlage beruft. Was soll das heissen? Dieser Wortlaut gibt doch vor, es werde nur ein Abbruch vorgenommen, wenn es sich um eine Notlage handle. Damit wird, wie es das Bundesamt für Justiz in seinem Gutachten vom 4. September 2000 an unsere Kommission formuliert hat, eine Rückkehr zu einer Indikationenlösung gemäss dem heutigen Recht vorgenommen. Dort heisst es nämlich heute, es gehe darum, eine Notlage abzuwenden. Gerade das wollte in der Kommission der Antragsteller aber nicht so verstanden wissen. Vielmehr wurde argumentiert, die Frau bestimme selbst über die Frage, ob sie sich in einer Notlage befinde oder nicht. Das Bundesamt für Justiz schreibt zu Recht, der Antrag schweige sich darüber aus, was unter einer Notlage zu verstehen sei. In der Kommission wurde indessen klar, dass es nicht Sache des Arztes sei, die Notlage zu überprüfen und entsprechende Konsequenzen zu ziehen. Es genüge, wenn sich die betroffene Frau auf die Notlage berufe.

Damit wird aber auch klar, dass dieser Begriff, der im bisherigen Recht als Indikation galt, völlig wertlos und zu einem reinen Alibi ohne irgendwelche Konsequenzen wird.

Es wird zu einem billigen Codewort, mit dem eine abtreibungswillige Frau sich den Zugang zur Abtreibung garantieren kann. Wenn Sie schon den Entscheid allein der Frau überlassen, dann lassen wir doch der Ehrlichkeit halber diesen Begriff beiseite, weil er etwas vortäuscht. In vielen Fällen – das zeigt die Erfahrung – wird er nie halten können, was er im heutigen Recht verspricht und was wir doch in der Mehrheit darüber und darin verstehen wollen. Ich weiss, dass dieser Begriff neu verankert wurde, um die Bedenken jener auszuräumen, die eine restriktivere Lösung wünschen. Doch ist es eine Scheinlösung, die ich in dieser Form ablehne, weil sie etwas vorgibt, was sie schliesslich überhaupt nicht halten kann.

2. Der zweite Teil meiner Bedenken gegenüber dem Antrag der Mehrheit: die Beratung durch den Arzt. Im Antrag der Mehrheit heisst es, die Ärztin oder der Arzt habe die Frau vorgehend eingehend zu beraten. Diese Lösung vermag ebenso nicht zu befriedigen, weil der Arzt oder die Ärztin als Auftragnehmer oder -nehmerin der Frau in einem unmittelbaren, auch finanziellen Abhängigkeitsverhältnis zur Frau steht. Das haben mir auch praktizierende Ärzte der Allgemeinmedizin bestätigt, die im heutigen System für eine Zweitmeinung vor einem allfälligen Schwangerschaftsabbruch beigezogen werden. Es wurde in der Kommission argumentiert, dies sei auch bei anderen medizinischen Entscheiden nicht anders. Dies stimmt jedoch nur bedingt, weil in unserem Fall auch das werdende Leben einen Anspruch auf Schutz besitzt. Schon deshalb ist es angezeigt, dass eine weitere Person zur Beratung beigezogen wird, wenn wir schon vom Indikationenmodell abrücken. Mir haben Ärzte auch bestätigt, dass diese unabhängige, gleichsam externe Zweitmeinung schon heute oft dazu führe, dass eine Schwangerschaft ausgetragen werde. Auch ist der Arzt, bei aller Wertschätzung seiner fachlichen Kenntnisse, nicht umfassend in der Lage, nebst den medizinischen Fragen auch die sozialen und wirtschaftlichen Probleme genügend zu beachten.

Warum, so frage ich mich, haben wir denn heute Beratungsstellen, wo anderweitig spezialisierte Fachpersonen eben genau deswegen im Hinblick auf diese für die schwangere Frau oft noch brennenderen Fragen Einsitz nehmen? Die von Ärzten gemachte Erfahrung, dass eine zweite, vom Gynäkologen unabhängige Meinung im heutigen System dazu beigetragen hat, werdendes Leben zu schützen und in vielen Fällen die Frau von den psychischen Folgen eines Abbruches zu verschonen, sowie die Tatsache, dass Schwangerschaftsberatung Fachberatung sein soll, die über die reine Medizin hinausgeht, sind weitere Argumente, warum die alleinige Beratung durch den behandelnden Arzt ungenügend ist.

Kurzum, der Vorschlag der Kommissionsmehrheit leidet unter zwei gravierenden Mängeln: Diese betreffen erstens die Definition des zur Wirkungslosigkeit degradierten Begriffes der Notlage, und zweitens die Beratung. Diese Mängel führen mich dazu, dass ich den Antrag der knappen Mehrheit ablehne und stattdessen dem Antrag der Minderheit mit dem Pflichtberatungsmodell zustimme. Auch Kollege Bürgi hat ausführlich dargestellt, dass dies nicht einfach eine Formularlösung sei, sondern dass hinter diesem Pflichtberatungsmodell ein ganzes und wohl durchdachtes Konzept stehe. Entgegen der Zuschriften der Anhänger der Fristenlösung, die auch mich erreicht haben, zeigt eben auch die Erfahrung in Deutschland, dass die Pflichtberatung eine besonders wirksame Form der Abtreibungsvorsorge ist und sich die Arbeit der Beratungsstellen aus wissenschaftlicher Sicht bewährt hat – ich zitiere aus der "Frankfurter Allgemeinen" vom 26. Mai 1999 -: "Da erscheint das Konzept der Pflichtberatung in der Verbindung mit den Hilfen für Schwangere

AB 2000 S 547 / BO 2000 E 547

als die wirksamste von allen möglichen Lösungsmöglichkeiten."

Auch der Bundesrat hat sich bei der Beratung im Nationalrat dahingehend geäussert, dass er das Schutzmo-



dell mit Beratungspflicht – nebst der hier nicht mehr diskutierten Indikationenlösung – als taugliche Lösung für eine Neuregelung des Schwangerschaftsabbruches betrachtet. Weshalb? Weil sich damit das Selbstbestimmungsrecht der Frau und die staatliche Schutzpflicht für das werdende Leben zu einem sinnvollen Ganzen verbinden.

Aus all diesen Gründen und insbesondere im Hinblick auf die gravierenden Mängel des Mehrheitsantrages beantrage ich, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Marty Dick (R, TI), pour la commission: Je crois qu'une fois encore nous avons eu un débat très vaste, et je crois pouvoir dire que le niveau de ce débat a été élevé, parfois même très élevé, avec – hélas – quelques chutes de style qui ne me paraissent convenir ni à ce débat ni à cette salle.

Je crois qu'il est tout à fait normal, c'est dans l'ordre naturel des choses, que l'on ait des opinions différentes sur un point qui touche un sujet aussi délicat, aussi intime, que celui de l'interruption de la grossesse.

Mais attaquer la commission et son président, comme d'aucuns l'ont fait, lorsqu'on ne partage pas la même opinion, c'est tout simplement – je pense – une chute de style. On a dit qu'au sein de la commission, les travaux ont été brusqués par le président. Et bien, je pense que vous devez savoir comment les choses se sont passées.

Je ne cite plus toutes les séances que nous avons eues, avant la session du mois de juin. Nous nous sommes réunis après la session du mois de juin pour examiner les conséquences de cette décision de renvoi. Nous nous sommes réunis le 18 août, de 10 h 50 à 13 heures, et le 11 septembre, de 14 h 15 à 17 h 50.

C'est curieux que MM. Wenger et Epiney, précisément, critiquent le fait qu'on n'ait pas eu de temps. A une séance M. Wenger était absent, à l'autre séance M. Epiney. M. Bürgi a pour le reste bien répondu quant à la description de notre tâche et à la manière dont nous l'avons affrontée.

J'aimerais me tourner vers M. Frick qui a estimé devoir surtout mettre en cause le président de la commission en disant notamment que j'ai totalement ignoré la protection de l'enfant. Il a estimé devoir citer l'initiative que j'ai présentée hier sur le fait que les animaux ne doivent plus être considérés comme des choses. Là aussi, Monsieur Frick, il me paraît que c'est de la petite polémique qui n'enrichit pas notre débat.

Quant à la protection de l'enfant, je vous invite à relire le texte de ma première intervention de ce matin – il est d'ailleurs déjà disponible grâce au Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale que je félicite, entre parenthèses, pour la rapidité avec laquelle il a travaillé; j'ai déjà pu me relire!

Je crois que cette pesée des intérêts entre la mère et l'enfant à naître a été l'un des leitmotivs de notre commission. Monsieur Frick, je me suis efforcé de parler un français clair, j'ai renoncé à m'exprimer dans ma langue maternelle pour être compris. Je crains que bientôt nous devions parler l'anglais pour bien nous comprendre dans cette salle, aussi au vu des décisions récentes qui ont été prises dans certains cantons.

Le fait que nous ayons atteint un meilleur équilibre entre les droits de la femme et les droits de l'enfant à naître a été attesté par l'auteur même de la proposition de renvoi, lors de notre précédent débat, M. Schmid Samuel. Il a clairement dit que la solution de la majorité tient actuellement beaucoup mieux compte des droits de l'enfant à naître.

On nous reproche encore – c'est toujours M. Frick – qu'on n'a pas de solution des indications élargie. Mais alors, pourquoi ne l'a-t-il pas proposée? En commission, le président n'avait aucune faculté d'obliger quelqu'un à le faire et, en tout cas, il n'aurait aucune possibilité de s'opposer à ce qu'on le fasse ici. Donc, une fois encore, le respect de la diversité des opinions était total. Alors, de grâce, maintenons le débat à un certain niveau!

J'aimerais rappeler à M. Stadler quelques petites choses, parce qu'il a essayé de ridiculiser la solution de la majorité en exaltant la solution de la minorité. Je tiens à préciser, en retournant un instant à M. Frick, que, lorsque vous relirez son intervention, vous constaterez que tout ce qu'il a dit vaut à plus forte raison pour la solution de la minorité. Mais retournons à M. Stadler. Monsieur Stadler, lisez bien les deux textes et dites-moi lequel des deux tient le mieux compte de la vie de l'enfant à naître.

Dans la solution de la minorité, nous avons un langage qui est purement bureaucratique. On dit "a prouvé", ce qui dit bien à quel point on en est, "par une attestation", "trois jours avant", "reconnu par l'Etat". Ce sont les termes que nous trouvons dans la proposition de minorité. Cela sent le formulaire, le papier à en-tête, les normes ISO 9000. Mais ça ne dit absolument rien quant à l'enjeu éthique et la protection de la vie. On ne dit rien – M. Schmid Samuel et d'autres l'ont dit – sur le contenu que doit avoir la "Beratung".

Nous avons, grâce à ce renvoi, je le reconnais sans difficulté, Monsieur Schmid, pu préciser et enrichir cette notion de "Beratung" qui manque totalement dans la proposition de minorité.

Nous avons également essayé de trouver une solution qui a un contenu éthique. Certes, Monsieur David, nous connaissons parfaitement toutes les difficultés, toutes les lacunes que peut avoir un instrument juridique, lorsqu'il s'agit de définir des valeurs éthiques et des valeurs intimes comme celles que nous sommes en train



de discuter maintenant.

Nous avons émis ce message éthique en confiant à la femme cette responsabilité, en lui disant: "Tu prendras cette décision non pas par plaisir ni par jeu – je doute qu'il y en ait qui le fassent déjà aujourd'hui –, mais parce que tu te trouves dans une situation de détresse."

Je reconnais que c'est une solution imparfaite, mais je crois que tout le monde sait désormais qu'il n'y a pas de solution parfaite dans ce domaine. Je crois que le fait d'en appeler à la responsabilité de la femme est un choix qui témoigne d'un haut degré de civilisation d'une société. Et je crois que ce haut degré de civilisation, nous avons le droit de le revendiquer. On se gargarise bien souvent avec ce concept de responsabilité personnelle, "eigene Verantwortung".

Il y aurait une autre solution, celle de dire que c'est un tiers ou des tiers qui prennent la décision. Cela pourrait être un autre médecin, un juge, une commission de spécialistes. Mais, n'est-ce pas la solution que nous avons aujourd'hui, celle de déléguer à un tiers cette notion de danger et de détresse? Avec quel résultat? Je n'ai entendu personne dire que la solution actuelle est une solution souhaitable. Alors, faisons donc un pas et basons-nous sur un rapport de responsabilité et de confiance en faisant confiance à la mère, à laquelle a été confié par la nature même le fait de créer la vie.

Je remarque que j'ai oublié un petit point. On m'a aussi reproché – toujours M. Frick – que la commission n'a absolument pas donné suite au mandat qui lui avait été donné de coordonner le traitement de l'initiative parlementaire avec celui de l'initiative populaire – en ce qui concerne le renvoi, j'ai déjà dit que M. Schmid Samuel avait une autre idée. Nous avons discuté de cette coordination avec Mme Metzler, conseillère fédérale. L'intention est justement de faire voter le peuple sur les deux objets en même temps, dans la mesure où il y aurait un référendum. Aucune autre proposition n'a été présentée et la commission est opposée à la suspension des travaux sur ce point.

On nous a demandé qu'il y ait une confrontation des intérêts. Je crois avoir prouvé que ce mandat a été rempli, bien ou mal, cela a été fait. On nous a demandé de prévoir la possibilité d'avoir un conseil gratuit et une aide financière. M. Frick est avocat. Je n'estimais pas devoir lui rappeler qu'il existe une loi fédérale selon le vieux principe "jus novit curia". La loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse du 9 octobre 1981 est toujours en vigueur. A

AB 2000 S 548 / BO 2000 E 548

l'article 1er alinéa 1er, elle prévoit: "En cas de grossesse, les personnes directement intéressées ont droit à des consultations gratuites et à une aide." Il me semble que c'est exactement ce qui est demandé dans la proposition de renvoi. Il nous reste seulement à citer cette loi et à ne pas inventer une autre loi qui dise exactement la même chose.

Un dernier mot sur la proposition de renvoi Reimann. Lisez bien cette proposition de renvoi. Je suis étonné qu'on s'y rallie maintenant avec des motivations complètement différentes. M. Reimann, et c'est légitime, dit: "Supprimons les éléments qui n'ont rien à voir avec le Code pénal." Cela a toujours été un peu ma thèse. Mais concernant les exemples que cite M. Reimann, les alinéas 4 et 5 de la proposition de minorité: là, je ne peux qu'être d'accord avec lui; il enfonce des portes ouvertes, vu que la minorité même retire ces deux paragraphes. Quand il cite l'article 120, je crois qu'il commet une lourde erreur.

A l'article 120, tout ce qui est dit est élément constitutif de l'infraction, de la contravention. C'est le contenu de l'omission qui constitue l'infraction et la contravention. Je ne veux pas poursuivre ici un débat sur la doctrine pénale, mais ce sont des éléments constitutifs de l'infraction. C'est une règle essentielle de l'Etat de droit de préciser quel est le comportement par négligence qui fait l'objet d'une sanction pénale. Donc, je crois qu'il n'y a aucun mot de trop, qui ne doit pas figurer dans le Code pénal.

Quant à la solution de placer éventuellement toute cette matière dans une loi spéciale, il me semble que cette proposition, qui n'est d'ailleurs pas élaborée, même pas en termes généraux, mais présentée comme une simple possibilité, est tardive.

Je vous ai rappelé que j'ai participé comme secrétaire de commission, il y a 30 ans, au début de la discussion sur la révision des normes pénales de l'interruption de la grossesse. Je crois que nous ne devrions pas démontrer que nous sommes à la recherche de nouveaux prétextes pour ne pas décider.

Metzler Ruth (,): Wie ich Ihnen schon im Juni dargelegt habe, vertritt der Bundesrat die Auffassung, dass die Neuregelung des Schwangerschaftsabbruches nicht nur eine Angelegenheit des Strafrechtes sein darf. Eine unserer Gesellschaft würdige Lösung, die sowohl den Schutz des werdenden Lebens wie auch das Selbstbestimmungsrecht der Frau berücksichtigt, kann nur im Rahmen einer umfassenden sozialpolitischen Konzeption gefunden werden. Eine ausgewogene und umsichtige Politik in der Frage des Schwangerschaftsabbruches



muss dafür sorgen, dass möglichst wenige Frauen einen Schwangerschaftsabbruch überhaupt in Erwägung ziehen müssen. Dafür braucht es präventive Massnahmen, die unerwünschte Schwangerschaften verhindern, sozial- und familienpolitische Vorkehrungen, damit die Eltern ihre Kinder grossziehen und ausbilden können, und schliesslich eine umfassende Beratung der Schwangeren, die eine Abtreibung in Erwägung zieht.

Ein sozialpolitisches Konzept zur Regelung des Schwangerschaftsabbruches, das seinen Namen verdient, setzt aber auch voraus, dass die materiellen Leistungen des Staates für Mütter und Familien verbessert werden. Bundesrat und Parlament sind aufgefordert, in Bereichen wie z. B. dem Mutterschutz neue Wege zu suchen, um beispielsweise den Einkommensausfall der Eltern nach der Geburt eines Kindes zu mildern. Nach der vorgestrigten Diskussion in Ihrem Rat bin ich zuversichtlich, dass es hier zumindest einen kleinen Schritt weitergeht.

Eine obligatorische Beratung hilft der Frau, einen Entscheid zu treffen, der alle massgeblichen Gesichtspunkte berücksichtigt. Es wird aber auch das Selbstbestimmungsrecht der Frau in der ersten Phase der Schwangerschaft gewahrt; die Verantwortung für die Schwangerschaft wird ihr nicht abgenommen.

Es genügt allerdings nicht, diese Beratungspflicht im Strafgesetzbuch zu verankern. Damit sie gelebte Praxis wird, braucht es zusätzliche flankierende Massnahmen.

Einerseits müssen die in den Kantonen bereits bestehenden Schwangerschaftsberatungsstellen personell und fachlich in die Lage versetzt werden, eine umfassende Beratung der Schwangeren auch gewährleisten zu können. Die betroffene Frau muss doch wissen, welche Kosten die Krankenversicherung vor, während und nach der Geburt übernimmt. Sie muss über die Regelung von Mutterschaftsurlaub und Kinderzulagen ins Bild gesetzt und über das bestehende Angebot der Kinderbetreuung in der Gemeinde informiert werden. Ein sozialpolitisches Konzept zur Regelung des Schwangerschaftsabbruches, das seinen Namen verdient, setzt aber, wie gesagt, voraus, dass auch die materiellen Leistungen des Staates überprüft und angepasst werden. Der Bundesrat will keine bloss formelle Beratung. Er will – wie es hier im Rat bereits gesagt wurde – keine Alibiübung. Der Bundesrat will eine umfassende Beratung, die auch einen Inhalt hat und der Frau in der Entscheidfindung etwas bringen kann.

Was den strafrechtlichen Teil betrifft, vertritt der Bundesrat die Auffassung, dass die Regelung des Nationalrates dem Schutz des werdenden Lebens zu wenig Rechnung trägt. Bislang hatte der Bundesrat darauf hingewiesen, dass dem Schutz des werdenden Lebens mit einem Modell mit Beratungspflicht oder aber mit einer erweiterten Indikationenregelung Rechnung getragen werden kann. Dem Anliegen Ihres Rates aus der Debatte in der Sommersession zu dieser Frage folgend, der Bundesrat möge in dieser Frage eindeutig Position beziehen, hat der Bundesrat am 5. Juli 2000 beschlossen, einem Modell mit Beratungspflicht den Vorrang zu geben. Dieses Modell berücksichtigt die massgeblichen Gesichtspunkte – das Selbstbestimmungsrecht der Frau und den Schutz des werdenden Lebens – am besten.

Der ursprüngliche Antrag der Kommissionsmehrheit ist nun dahingehend modifiziert worden, dass dem Schutz des ungeborenen Kindes besser Rechnung getragen werden soll.

Trotz dieser neuen Elemente vermag jedoch der Antrag der Kommissionsmehrheit aus der Sicht des Bundesrates nicht zu genügen, und zwar insbesondere aus zwei Gründen.

Die schwangere Frau, die abtreiben will, muss sich gemäss dem Antrag der Kommissionsmehrheit auf eine Notlage berufen. Die Bedeutung dieser Klausel ist äusserst unklar. Das haben auch verschiedene Voten gezeigt. Der Gesetzestext wird interpretiert werden müssen. In der Praxis wird sich die Frau auf eine Notlage berufen können, ohne dass diese tatsächlich gegeben ist. Die Notlage kann als blosser Vorwand präsentiert werden. Das Erfordernis der Notlage wird somit zu einer reinen Formalie. Das Gesetz gibt vor, ein zusätzliches Kriterium zum Schutz des ungeborenen Lebens aufzustellen, das bei Licht besehen keine Wirkung entfalten kann. Das ist aus meiner Sicht unehrlich und auch keine gute Gesetzgebung.

Der Antrag der Kommissionsmehrheit enthält sodann eine Verpflichtung des Arztes oder der Ärztin, die schwangere Frau eingehend zu beraten. Was die medizinische Seite dieser Beratung anbelangt, so folgt die Pflicht, über gesundheitliche Risiken des Eingriffs aufzuklären, bereits allgemein aus dem Arzt-Patientin-Verhältnis, also einem Auftragsverhältnis. Andererseits – das ist die zentrale Schwäche des Antrages der Mehrheit – ist der Arzt weder von seiner Ausbildung noch von seiner Funktion her in der Lage, die Frau hinreichend über nichtmedizinische Fragen zu beraten, etwa über die sozialen, wirtschaftlichen und rechtlichen Aspekte. Hinzu kommt, dass dem Arzt oder der Ärztin nicht nur die erforderliche Zeit für eine solche Beratung, sondern auch die notwendige Unabhängigkeit fehlt.

Deshalb garantiert der Antrag der Kommissionsmehrheit keine umfassende und unabhängige Beratung, welche die Frau in den Stand versetzt, bei ihrem Entscheid alle massgeblichen Aspekte zu berücksichtigen. Gerade in diesen Punkten ist das Konzept der Kommissionsminderheit vorzuziehen. Die obligatorische Beratung durch eine spezialisierte Schwangerschaftsberatungsstelle bietet Gewähr, dass die schwangere Frau eine um-



fassende und sorgfältige Betreuung erfährt, die es ihr erlaubt, ihren Entscheid breit abzustützen. Aber auch in diesem Modell ist es letztlich die

AB 2000 S 549 / BO 2000 E 549

Schwangere, die in eigener Verantwortung entscheidet, ob sie das Kind austragen will oder nicht. Der Bundesrat unterstützt den Minderheitsantrag auch deshalb nachdrücklich, weil er im Vergleich zum früheren Schutzmodell mit Beratungspflicht wesentliche Verbesserungen enthält. Gesamthaft gesehen bildet daher der Antrag Ihrer Kommission Minderheit eine ausgewogenere Lösung für diese so ungemein schwierige Frage des Schwangerschaftsabbruches.

Zusammenfassend möchte ich noch einmal festhalten: Die Regelung des Schwangerschaftsabbruches kann keinesfalls nur eine Angelegenheit des Strafrechtes sein. Ein anderes Element dieser Konzeption, wie sie dem Bundesrat vorschwebt, ist der Grundsatz, dass zumindest während der ersten drei Monate der Schwangerschaft letztlich die Schwangere in eigener Verantwortung entscheidet, ob sie ihr Kind austragen will oder nicht.

Der Bundesrat tritt für eine Neuregelung des Schwangerschaftsabbruches ein, aber er lehnt die vom Nationalrat und der Kommission Mehrheit beantragte Lösung für eine Fristenregelung ab. Er gibt dem Modell mit der Beratungspflicht den Vorrang, wie es die Kommission Minderheit fordert. Dieses Modell gewährleistet den Ausgleich zwischen dem Schutz des ungeborenen Lebens und dem Selbstbestimmungsrecht der Frau am besten.

Ich möchte noch kurz zu den Voten der Herren Hofmann und Schmid Stellung nehmen, auch um das Ganze in einen Zusammenhang mit der Volksinitiative "für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Kindes und für die Hilfe an seine Mutter in Not" zu stellen. In der Tat macht die Koordination mit der Volksinitiative Sinn bzw. machte Sinn, solange noch nicht entschieden war, ob der Bundesrat einen Gegenvorschlag machen will oder nicht. In der Zwischenzeit hat sich der Bundesrat – ich habe es erwähnt – noch einmal mit dieser Frage befasst und ganz klar die Position bezogen, dass dieser Volksinitiative kein Gegenvorschlag gegenübergestellt wird. Der Bundesrat, Herr Schmid, will sich nicht aus der Verantwortung ziehen, aber die Beratung der Parlamentarischen Initiative Haering Binder läuft, und der Bundesrat ist der Auffassung, dass im Rahmen der Beratung der Parlamentarischen Initiative Haering Binder eine Lösung gefunden werden muss.

Die Herren Schmid und Hofmann erwarten vom Bundesrat eine klare Position, auch wenn kein Gegenvorschlag kommt. Der Bundesrat hat im Anschluss an die Sommersession seine Position überprüft und präzisiert – ich habe sie Ihnen soeben dargelegt. Mit Blick darauf wird sich, auch wenn man zuwartet und die Botschaft zur Volksinitiative "für Mutter und Kind" abwartet, keine Änderung mehr ergeben. Die wesentlichen Argumente liegen heute auf dem Tisch.

Ich bitte Sie also, heute einen Grundsatzentscheid zu fällen, und ich bitte Sie im Namen des Bundesrates, der Minderheit zuzustimmen.

Marty Dick (R, TI), pour la commission: Je m'excuse de prendre la parole, Madame la Conseillère fédérale. Vous avez parlé maintenant au nom du Conseil fédéral et j'aimerais que l'on sache que la proposition de la majorité qui figure sur le dépliant a été élaborée le 11 septembre. Je ne crois pas que le Conseil fédéral a discuté de cette nouvelle version.

Donc, lorsqu'on parle de majorité, c'est la version du mois de juin qui a été examinée par le Conseil fédéral le 5 juillet, comme vous venez de le dire. Je crois que pour éviter des malentendus, il était nécessaire de préciser ce point.

Metzler Ruth (,): Es liegen ein Mehrheits- und ein Minderheitsantrag vor. Die Position des Bundesrates, die er am 5. Juli 2000 definiert hat, kann nicht der Position der Kommission Mehrheit entsprechen, weil der Bundesrat an der obligatorischen Beratung, die nicht durch den Arzt erfolgt, festhalten will. Das zeigt klar, dass der Bundesrat den vorliegenden Mehrheitsantrag aus Ihrer Kommission nicht unterstützen kann.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Wir stimmen zunächst über den Rückweisungsantrag Reimann ab.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Reimann 7 Stimmen

Dagegen 27 Stimmen

Schweizerisches Strafgesetzbuch (Schwangerschaftsabbruch)
Code pénal suisse (Interruption de grossesse)





Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 118 Ziff. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 118 ch. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 118 Ziff. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

.... nach Artikel 119 Ziffer 1 erfüllt sind

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Die Frau, die nach Ablauf der 14. Woche seit Beginn der letzten Periode ihre Schwangerschaft abbricht
nach Artikel 119 erfüllt sind

Art. 118 ch. 3

Proposition de la commission

Majorité

.... de l'article 119 chiffre 1 soient

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

.... de l'article 119 soient

Art. 119

Antrag der Kommission

Ziff. 1

Mehrheit

Der Abbruch einer Schwangerschaft ist straflos, wenn er nach ärztlichem Urteil notwendig ist, damit von der schwangeren Frau die Gefahr einer schwerwiegenden körperlichen Schädigung oder einer schweren seelischen Notlage abgewendet werden kann. Die Gefahr muss umso grösser sein, je fortgeschrittener die Schwangerschaft ist.

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

.... je weiter die Schwangerschaft fortgeschritten ist.

Ziff. 2

Mehrheit

Der Abbruch einer Schwangerschaft ist ebenfalls straflos, wenn er innerhalb von vierzehn Wochen seit Beginn der letzten Periode auf schriftliches Verlangen der schwangeren Frau, die sich auf eine Notlage beruft, durch eine zur Berufsausübung zugelassene Ärztin oder einen zur Berufsausübung zugelassenen Arzt vorgenommen wird. Die Ärztin oder der Arzt hat die Frau vorher eingehend zu beraten.

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Der Abbruch einer Schwangerschaft innerhalb von vierzehn Wochen seit Beginn der letzten Periode ist zudem nicht nach Artikel 118 Absatz 1 strafbar, wenn:

a. die schwangere Frau, die den Schwangerschaftsabbruch verlangt, der Ärztin oder dem Arzt durch eine Bescheinigung nachgewiesen hat, dass sie sich mindestens drei Tage vor dem Eingriff durch eine staatlich anerkannte Beratungsstelle



nach Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 9. Oktober 1981 über die Schwangerschaftsberatungsstellen hat beraten lassen; und
b. der Eingriff durch eine patentierte Ärztin oder einen patentierten Arzt vorgenommen wird.

Ziff. 3

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Ist die schwangere Frau nicht ...

Ziff. 4

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Jede Gesundheitsfachperson kann die Mitwirkung an einem Schwangerschaftsabbruch aus Gewissensgründen verweigern. Die verweigernde Arztperson hat der Patientin ihre Weigerung unverzüglich bekannt zu geben und sie an eine Institution zu verweisen, wo sie die Behandlung erhalten kann.

Ziff. 5

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Die Kantone haben die Durchführung von Schwangerschaftsabbrüchen an öffentlichen Spitälern zu gewährleisten.

Antrag Pfisterer

Ziff. 2

Der Abbruch einer Schwangerschaft ist ebenfalls straflos, wenn er innerhalb von zwölf Wochen ...

Antrag Schmid Samuel

Ziff. 1

Der Schwangerschaftsabbruch ist straflos, wenn er mit Zustimmung der schwangeren Frau erfolgt und wenn er nach medizinischem Urteil angezeigt ist, um von der Frau, unter Berücksichtigung ihrer gegenwärtigen und zukünftigen Lebensverhältnisse, die Gefahr einer schwerwiegenden körperlichen Schädigung oder einer schweren seelischen Notlage abzuwenden. Die Gefahr muss umso schwerer wiegen, je weiter die Schwangerschaft fortgeschritten ist.

Ziff. 4

Der Kanton bezeichnet die Kliniken, in denen eine Schwangerschaft abgebrochen werden darf.

Ziff. 5

Ein Schwangerschaftsabbruch ist unter Wahrung des Arztgeheimnisses der für die Aufsicht zuständigen Behörde mitzuteilen.

Art. 119

Proposition de la commission

Ch. 1

Majorité

L'interruption de la grossesse n'est pas punissable si un avis médical démontre sa nécessité pour écarter le danger d'une atteinte grave à l'intégrité physique ou d'un état de détresse profonde de la femme enceinte. Le danger devra être d'autant plus grave que la grossesse est avancée.

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Adhérer à la décision du Conseil national

(la modification ne concerne que le texte allemand)



Ch. 2

Majorité

L'interruption de la grossesse n'est pas non plus punissable si, sur demande écrite de la femme qui fait valoir une situation de détresse, elle est pratiquée au cours des quatorze semaines suivant le début des dernières règles par un médecin habilité à exercer sa profession. Le médecin doit avoir conseillé la femme de manière détaillée.

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

L'interruption de grossesse pratiquée au cours des quatorze semaines suivant le début des dernières règles n'est en outre pas punissable au sens de l'article 118 alinéa 1er si:

- a. la femme enceinte qui en fait la demande a prouvé au médecin par une attestation qu'elle a consulté, au moins trois jours avant l'intervention, un centre de consultation reconnu par l'Etat en vertu de l'article 1er de la loi fédérale du 9 octobre 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse, et si
- b. l'intervention est effectuée par un médecin diplômé.

Ch. 3

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Adhérer à la décision du Conseil national

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Ch. 4

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Tout membre du personnel médical est en droit de refuser de participer à une interruption de grossesse si sa conscience le lui interdit. Le médecin est alors tenu d'informer immédiatement la femme enceinte de son refus et de la renvoyer à un établissement où l'intervention pourra être pratiquée.

Ch. 5

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Les cantons ont l'obligation d'assurer la pratique de l'interruption de grossesse dans les hôpitaux publics.

Proposition Pfisterer

Ch. 2

L'interruption de la grossesse n'est pas non plus punissable si, sur demande écrite de la femme qui fait valoir une situation de détresse, elle est pratiquée au cours des douze semaines

Proposition Schmid Samuel

Ch. 1

L'interruption de grossesse n'est pas punissable si elle a lieu avec le consentement de la femme enceinte et qu'un avis médical démontre qu'elle est indiquée pour écarter le danger d'une atteinte grave à l'intégrité physique ou d'un état de détresse profonde de la femme enceinte, compte tenu de sa situation présente et future. Le danger devra être d'autant plus grave que la grossesse est avancée.

Ch. 4

Le canton désigne les cliniques dans lesquelles peut être pratiquée une interruption de grossesse.

Ch. 5

Toute interruption de grossesse doit être annoncée à l'autorité de surveillance compétente, le secret médical devant toutefois être respecté.



Präsident (Schmid Carlo, Präsident): Die Anträge der Minderheit zu Artikel 119 Ziffern 4 und 5 sowie der Antrag Schmid Samuel zu Artikel 119 Ziffer 1 sind zurückgezogen.

Marty Dick (R, TI), pour la commission: La modification à l'article 118 chiffre 3 est simplement une conséquence de

AB 2000 S 551 / BO 2000 E 551

l'article 119. En décidant de l'article 119, nous résolvons automatiquement ce problème.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Wir sind hier in der Situation, dass man bereits über das Konzept der Mehrheit oder jenes der Minderheit entscheiden muss. Über den Antrag Pfisterer Thomas zu Artikel 119 Absatz 2 wird bei beiden Konzeptionen abgestimmt.

Marty Dick (R, TI), pour la commission: Je propose, au lieu de parler de "Absätze", de parler de "chiffres". Comme ça, nous avons aussi le parallélisme avec l'article 118 et avec la solution du Conseil national. Je crois que le fait de parler d'"alinéas" a été une erreur technique. On devrait parler de "chiffres".

Schmid Samuel (V, BE): Ich bin einverstanden mit der Grundsatzabstimmung über die Konzeption. Aber dann bitte ich, meinen Antrag vorerst zu Abstimmung zu bringen, denn er reichert die Konzeption der Mehrheit an. Dann ist mindestens für mich die Schlussabstimmung etwas leichter.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Das betrifft die Ziffern 4 und 5 von Artikel 119. Ich schlage Ihnen vor, den Antrag Pfisterer Thomas erst bei Artikel 119 zu behandeln, denn dort geht es um die Frage, ob die reine Fristenlösung bis zwölf oder bis vierzehn Wochen gilt. Während es beim Antrag Schmid Samuel nur im Rahmen der Konzeption der Mehrheit zu einer Ergänzung kommt, ist der Antrag Pfisterer Thomas bei beiden Varianten denkbar.

Pfisterer Thomas (R, AG): Selbstverständlich ist das richtig, Herr Präsident. Ich glaube aber, dass es für die Beurteilung der Frage, ob ich zur Konzeption der Mehrheit oder zu jener der Minderheit Ja sage, wesentlich sein kann, ob die Frist auf vierzehn oder auf zwölf Wochen lautet. Darum meine ich, es sei sinnvoll, das zu bereinigen und über die Konzeption erst dann abzustimmen.

Art. 119 Ziff. 2 – Art. 119 ch. 2

Präsident (Schmid Carlo, Präsident): Wir stimmen zuerst in einer Eventualabstimmung über den Antrag Pfisterer ab. Es geht um die Frage zwölf (Antrag Pfisterer) oder vierzehn Wochen (Version von Mehrheit und Minderheit).

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Pfisterer Thomas 35 Stimmen

Dagegen 3 Stimmen

Art. 119 Ziff. 4, 5 – Art. 119 ch. 4, 5

Präsident (Schmid Carlo, Präsident): Wir kommen nun zum Antrag Schmid Samuel zu den neuen Ziffern 4 und 5.

Berger Michèle (R, NE): Je soutiendrai les propositions de M. Schmid Samuel, mais je ne fais pas une proposition ferme. J'en discute aujourd'hui pour que la commission du Conseil national puisse étudier la proposition que je fais.

A l'article 119 chiffre 4, il reprend une proposition que j'avais déjà faite dans le cadre de la commission, seulement il change les termes et dit: "le canton désigne". Je préférerais voir: "le canton veille à ce que des interruptions de grossesse puissent se faire dans des hôpitaux publics ou privés".

A l'article 119 chiffre 5, je souhaite aussi qu'au lieu de "l'autorité de surveillance compétente", on parle plutôt du "médecin cantonal". Parce que l'information viendra du médecin traitant; elle sera envoyée au médecin cantonal et le secret professionnel restera au niveau du médecin. Donc, seul le médecin connaîtra le nom de la patiente qui subit une interruption de grossesse, et c'est lui qui fournira l'indication d'une interruption de grossesse à l'administration.



Stadler Hansruedi (C, UR): Ich möchte mich zum Antrag Schmid Samuel betreffend Artikel 119 Ziffer 4 äussern.

Ich bezweifle erstens, ob dieser Sachverhalt überhaupt ins Strafgesetzbuch gehört; zweitens glaube ich, dass einer solchen Regelung die Verfassungsgrundlage fehlt. Ich bin Frau Bundesrätin Metzler dankbar, wenn sie betreffend Verfassungsgrundlage allenfalls eine Äusserung machen kann.

In materieller Hinsicht kann man sich schlussendlich grundsätzlich fragen, was dieser Numerus clausus hinsichtlich dieser Kliniken soll.

Schweiger Rolf (R, ZG): Eine Frage an Herrn Schmid: Wie ich zu wissen glaube, gibt es bei Schwangerschaftsabbrüchen auch Fälle, in denen der Abbruch ambulant in Praxen vorgenommen wird. Wäre er allenfalls damit einverstanden, und könnte er sich vorstellen, dass man nebst den Kliniken auch Praxen erwähnt?

Schmid Samuel (V, BE): Mir geht es darum, ich habe das auch so begründet, dass wir hier einen gewissen Standard garantieren in Bezug auf die Anforderungshöhe der Voraussetzungen zur erlaubten Abtreibung. Ich bin eigentlich erstaunt, dass das Konzept gerade durch die CVP in Frage gestellt wird. Die Abtreibung kann von mir aus auch in Praxen geschehen. Ich bitte, das begrifflich nochmals anzusehen. Ich glaubte dies mit dem Begriff "Kliniken" – weil ich nicht ausdrücklich Spitäler genannt habe – zu ermöglichen. Aber es geht mir darum, dass es, und da stehe ich dazu, einen Numerus clausus gibt. Denn letztlich sind diese Bedingungen, ob sie nun vom Beratungsmodell herkommen oder vom Mehrheitsmodell, irgendwo kontrollierbar zu machen. Zu Frau Berger: Ich sage hier "Kanton". Selbstverständlich kann der Kanton das dem Kantonsarzt delegieren, da möchte ich mich nicht einmischen. Ich weiss auch nicht, ob dies dann in jedem Kanton die geschickteste Lösung ist. Ich glaubte, hier mit dem Begriff Kanton die Kompetenz generell den Kantonen abgegeben zu haben.

David Eugen (C, SG): Der Antrag Schmid Samuel möchte – wie der Antragsteller jetzt auch ausgeführt hat – einen Standard setzen. Aber er setzt den Standard an einem ganz anderen Ort als die Minderheit. Wir möchten den Standard bei der Beratung setzen. Wie wird beraten? Er möchte mit seinem Antrag den Standard bei der Ausführung der Abtreibung setzen. Wie wird abgetrieben? Das sind zwei durchaus unterschiedliche Dinge.

Beim zweiten Punkt geht es auch um das Selbstbestimmungsrecht der Frau, welchen Arzt sie wählen will. Es geht um einen ärztlichen Eingriff, um die Wahl eines Arztes, zu dem man Vertrauen hat. Es geht um einen operativen Eingriff mit ganz anderen Rahmenbedingungen als eine Beratung. Wir wollen, dass unabhängig vom abtreibenden Arzt eine qualitativ hoch stehende Beratung vorgenommen wird.

Mit dieser neuen Ziffer gemäss Antrag Schmid Samuel wird das Problem nicht besser gelöst, sondern nur vergrössert.

Wie auch Herr Kollege Stadler angesprochen hat, ist es durchaus richtig, dass nachher auf kantonaler Ebene durch die Gesundheitsgesetzgebung sichergestellt werden kann, dass diese Möglichkeiten an sich bestehen. Aber dass man die Wahlfreiheit der Frau, welchen Arzt sie für den Eingriff aufsuchen möchte, einschränkt, halte ich für völlig unangemessen und auch nicht für zielkonform.

Schweiger Rolf (R, ZG): So wie der Antrag formuliert ist, glaube ich, dass er sich juristisch als Polizeierlaubnis qualifiziert. Das heisst, Herr Schmid will erreichen, dass gewährleistet ist, dass die Schwangerschaftsabbrüche auf eine medizinisch saubere Art und Weise durchgeführt werden. Wenn aber eine Klinik bzw. eine Praxis, je nachdem, welche Formulierung dann gewählt wird, diese Voraussetzung erfüllt, besteht meines Erachtens nach der vorliegenden Formulierung ein Anspruch darauf, dass eine solche Bezeichnung erfolgt. Das ist also keine Bedürfnisklausel, sondern eine Polizeierlaubnis.

AB 2000 S 552 / BO 2000 E 552

Pfisterer Thomas (R, AG): Ich habe den Eindruck, dass es Herr David gerade umgekehrt darstellt, als es ist, indem eben doch der Antrag der Mehrheit diese inhaltlichen Anforderungen enthält. Das ist ja gerade der wesentliche Unterschied zum Minderheitsantrag. Das bleibt drin. Jetzt will man mit dem Antrag Schmid Samuel die Geschichte medizinisch kontrollierbar machen und der Gefahr, dass möglicherweise finanzielle Interessen seitens des Arztes oder der Ärztin eine Rolle spielen können, einen Riegel vorschieben. Das ist doch der Sinn dieser Übung: Kontrollierbarkeit und Objektivierbarkeit dieses schwierigen Vorganges. Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag Schmid Samuel zuzustimmen.

Schmid Samuel (V, BE): 1. Ich bestätige die Interpretation von Herrn Schweiger.





2. Zur Interpretation von Herrn David erlaube ich mir, nur in zwei Minuten eine kurze Geschichte in Erinnerung zu rufen: In Saint-Exupéry's "Le petit Prince" fordert der Prinz einmal dazu auf, ein Schaf zu zeichnen. Das Schaf wird gezeichnet, aber so unvollkommen, dass er reklamiert und man noch einmal ein Schaf zeichnen muss. Der Prinz ist erst zufrieden, nachdem der Angesprochene nur noch die Kiste zeichnet, in der sich das Schaf befindet. Ungefähr so kommt mir die Diskussion zwischen Mehrheit und Minderheit vor: In den Antrag der Minderheit wird hier weiss nicht was alles hineininterpretiert – das Risiko aber ist, dass der Dritte, der dies anwenden muss, nur die Kiste sehen wird, den Gesetzestext nämlich –, und da sind all diese Anforderungen nicht vorhanden.

Deshalb, so meine ich, bringt mein Antrag eine Nachbesserung des Mehrheitsmodells, denn hier wird, über diese Meldepflicht – anonym – und über diese Polizeiklausel, doch eine gewisse Kanalisierung gefordert. Ich bitte Sie also, diesem Antrag zuzustimmen.

David Eugen (C, SG): Ich möchte nur auf Folgendes aufmerksam machen: Ich nehme gerne zur Kenntnis, dass man jetzt Nachbesserungspflichten verspürt – zu Recht nämlich –, aber das Grundübel des Mehrheitsantrages wird durch diese Nachbesserung nicht beseitigt. Das Grundübel ist die Koppelung der Abtreibung an die Beratung. Diese Koppelung bringt die Bedingungen, die wir für den Schutz des Lebens möchten, nicht. Da kann man nicht dadurch nachbessern, dass man amtlich nur noch bestimmte Kliniken bezeichnet, die dann diesen medizinischen Eingriff vornehmen dürfen. Das ist das Handicap dieser Lösung.

Metzler Ruth (,): Zuerst zu Ziffer 4: Dies scheint mir in der Sache unproblematisch zu sein. Die Bestimmung gehört aber nicht ins Strafgesetzbuch. Allerdings bietet sich im Moment auch kein anderer Standort an.

Zur Frage von Herrn Stadler: Auf den ersten Blick ist die verfassungsmässige Grundlage für diesen Vorschlag ziemlich schmal oder kaum gegeben. Das Gesundheitswesen ist eine kantonale Angelegenheit. Eine abschliessende und präzise Antwort kann ich Ihnen heute dazu nicht geben.

Zu Ziffer 5: In der Sache selber ist diese Meldepflicht sicher akzeptabel. Allerdings hat sie auch hier einen technischen Fehler. Der Arzt, der die Meldepflicht verletzt, wäre nach Artikel 118 Ziffer 1 strafbar. Das heisst, er könnte mit Zuchthaus bis zu fünf Jahren bestraft werden. Das ist auch nicht der Sinn der Sache; das müsste in der nächsten Runde im Sinne des Antrages noch bereinigt werden.

Art. 119 Ziff. 4 – Art. 119 ch. 4

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schmid Samuel 29 Stimmen

Dagegen 5 Stimmen

Art. 119 Ziff. 5 – Art. 119 ch. 5

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schmid Samuel 29 Stimmen

Dagegen 1 Stimme

Präsident (Schmid Carlo, Präsident): Damit ist Artikel 119 in der Eventualabstimmung bereinigt. In beiden Konzepten sind in Ziffer 2 zwölf statt vierzehn Wochen eingefügt worden. In der Konzeption der Mehrheit sind die Ziffern 4 und 5 gemäss Antrag Schmid Samuel angenommen worden. Wir kommen nun zur Konzeptabstimmung.

Art. 118 Ziff. 3; Art. 119 – Art. 118 ch. 3; art. 119

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 21 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 19 Stimmen

Art. 120

Antrag der Kommission

Mehrheit

Titel

Übertretungen durch Ärztinnen oder Ärzte





Wortlaut

Die Ärztin oder der Arzt, die oder der eine Schwangerschaft in Anwendung von Artikel 119 Ziffer 2 abbricht und es unterlässt, vor dem Eingriff

- a. von der schwangeren Frau ein schriftliches Gesuch zu verlangen;
- b. die schwangere Frau eingehend zu beraten, sie über die gesundheitlichen Risiken des Eingriffes zu informieren und ihr gegen Unterschrift einen Leitfaden mit einem Verzeichnis über die kostenlos zur Verfügung stehenden Beratungsstellen auszuhändigen, über die Adoptionsmöglichkeiten des ungeborenen Kindes Auskunft zu geben und ein Verzeichnis der Vereine und Stellen auszuhändigen, welche moralische und materielle Hilfe anbieten;
- c. sich zu vergewissern, dass eine Schwangere unter 16 Jahren sich an eine für Jugendliche spezialisierte Beratungsstelle gewandt hat, wird mit Haft oder mit Busse bestraft.

Minderheit

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Titel

Missachtung der Beratungspflicht

Ziff. 1

Wer als Ärztin oder als Arzt vor Ablauf der vierzehnten Woche seit Beginn der letzten Periode eine Schwangerschaft abbricht oder sich am Abbruch einer Schwangerschaft beteiligt, ohne die Bescheinigung gemäss Artikel 119 Absatz 2 Buchstabe a eingesehen zu haben oder ohne die Frist von drei Tagen seit der Beratung abzuwarten, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

Ziff. 2

Die Frau, die ihre Schwangerschaft vor Ablauf der vierzehnten Woche seit Beginn der letzten Periode durch eine patentierte Ärztin oder durch einen patentierten Arzt abbrechen lässt, ohne sich einer Beratung nach Artikel 119 Absatz 2 Buchstabe a zu unterziehen oder ohne die Frist von drei Tagen seit der Beratung abzuwarten, wird mit Busse bestraft.

Art. 120

Proposition de la commission

Majorité

Titre

Contraventions commises par le médecin

Texte

Le médecin qui interrompt une grossesse en application de l'article 119 chiffre 2, et omet avant l'intervention:

- a. d'exiger de la femme enceinte une requête écrite;
- b. de conseiller la femme enceinte de manière détaillée et de l'informer sur les risques médicaux de l'intervention et de lui remettre, contre signature, un dossier-guide comportant

AB 2000 S 553 / BO 2000 E 553

notamment la liste des centres de consultation mis à disposition gratuitement, des possibilités offertes par l'adoption d'un enfant à naître, la liste des associations et organismes susceptibles d'apporter une aide morale ou matérielle;

- c. de s'assurer qu'une mineure de moins de seize ans s'est adressée à un centre de consultation spécialisé pour mineurs sera puni des arrêts ou de l'amende.

Minorité

(Slongo, Bieri, Bürgi, Escher, Maissen)

Titre

Non-observation des devoirs liés à la consultation

Ch. 1

Celui qui, en tant que médecin, interrompt une grossesse ou prêle assistance à une interruption de grossesse au cours des quatorze semaines suivant le début des dernières règles, sans avoir pris connaissance de l'attestation prévue à l'article 119 alinéa 2 lettre a, ou sans attendre le délai de trois jours depuis la consultation, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.



Ch. 2

La femme qui fait interrompre sa grossesse au cours des quatorze semaines suivant le début des dernières règles par un médecin diplômé sans se soumettre à une consultation conformément à l'article 119 alinéa 2 lettre a, ou sans respecter le délai de trois jours suivant la consultation, sera punie de l'amende.

Präsident (Schmid Carlo, Präsident): Ich gehe davon aus, dass Sie bei Artikel 120 aus Gründen der Konsequenz ebenfalls die Mehrheit unterstützen.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Art. 121

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national*

Angenommen – Adopté

Ziff. Ibis, II

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates*

Ch. Ibis, II

*Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national*

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 21 Stimmen
Dagegen 18 Stimmen*

Präsident (Schmid Carlo, Präsident): Die auf der Fahne aufgeführte Motion 00.3424 werden wir erst in der Wintersession behandeln.

Sie haben heute einen Vormittag erlebt, der nicht nur wegen der Sache von Bedeutung war. Es ist auch das erste Mal gewesen seit Menschengedenken, dass der Ständerat getagt hat, während der Nationalrat bereits frei hatte.

Ich wünsche Ihnen ein gutes Wochenende, und kommen Sie gesund wieder in die zweite Sessionswoche.

*Schluss der Sitzung um 11.30 Uhr
La séance est levée à 11 h 30*